

LIGUE ARABE : LA RÉFORME OU L'IMPLOSION !

CHERIF ALI

A LA CALORIE PRÈS,
LA NOUVELLE UNITÉ DE CRUAUTÉ

■ Gaza et l'effondrement de la boussole morale mondiale

JAMAL MIMOUNI



L'ARABIE
SAOUDITE,
AU CENTRE
DU GRAND JEU MONDIAL

■ Le «compte à rebours» a commencé pour Israël

MEDJDOUB HAMED

■ Quelques réflexions sur la question de l'identité dans le contexte algérien

DJAMEL LABIDI

■ Merci à la malbouffe !

SID LAKHDAR BOUMEDIÈNE

■ Livres : femmes et mères en révolte !

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

GAZODUC TRANSSAHARIEN,
UN PARI RISQUÉ DANS UN SAHEL DÉSTABILISÉ



Algérie : miser sur le solaire saharien pour une souveraineté énergétique durable et citoyenne

SALAH LAKOUES

■ Civilité et citoyenneté en Algérie

DJAMEL EDDINE LAOUISSET

Jénine

L'armée sioniste tire sur une délégation de diplomates

Mercredi, 593^e jour de l'agression sioniste et 81^e jour de blocus humanitaire total, l'armée génocidaire d'Israël intensifie ses massacres contre la population civile de Ghaza.

Mohamed Mehdi

Le bilan statistique quotidien du ministère palestinien de la Santé, publié hier, indique que le nombre de victimes arrivés dans les hôpitaux, durant les précédentes 24 heures, s'est élevé à 82 martyrs et 262 blessés.

Ce bilan porte à 53.655 martyrs et 121.950 blessés, le nombre de victimes depuis le début de l'agression contre Ghaza, et à 3.509 martyrs et 9.909 blessés depuis la reprise des bombardements le 18 mars 2025. Dans un autre communiqué, le ministère de la Santé a déclaré que l'armée sioniste a délibérément bombardé des générateurs électriques pour mettre totalement hors service davantage d'hôpitaux de Ghaza. «Les hôpitaux fonctionnent avec des réserves de carburant limitées, ce qui menace la continuité des soins médicaux d'urgence aux blessés et aux malades», ajoute la déclaration.

Hier, des tirs d'artillerie de l'armée d'occupation sioniste ont ciblé le troisième étage de l'hôpital al-Awda, dans le nord de Ghaza, tandis que des drones ont visé des réservoirs d'eau de l'établissement de santé.

Concernant l'entrée de l'aide à Ghaza, après avoir annoncé, dimanche, qu'elle allait permettre, à partir de lundi, l'acheminement de 9 camions quotidiennement, l'entité sioniste a, comme à son habitude, renié son propre engagement.

Le porte-parole du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA des Nations Unies, Jens Laerk, a déclaré, hier, que «seulement 5 camions d'aide ont été acheminés mardi après-midi», ajoutant que «les travailleurs humanitaires n'ont pas été autorisés à distribuer l'aide».

De son côté, le Bureau des médias du gouvernement de Ghaza a déclaré que «pour le troisième jour consécutif, l'occupation continue d'empêcher les camions d'aide humanitaire et de secours d'entrer dans l'enclave». «Il s'agit d'une violation flagrante de ses propres engagements et promesses annoncés précédemment, et d'une continuation de la politique systématique de siège et de famine qu'elle pratique (depuis plus de 80 jours, ndr) contre plus de 2,4 millions de civils palestiniens vivant dans des conditions hu-

manitaires catastrophiques», affirme un communiqué du gouvernement de Ghaza.

Les forces israéliennes ont tiré, hier, sur une délégation diplomatique européenne en visite au camp de Jénine, en Cisjordanie occupée, ont rapporté des médias palestiniens dont Quds News Network et le Centre d'information palestinien.

En outre, l'agence de presse palestinienne Wafa a précisé que des soldats israéliens ont tiré cinq balles en direction de la délégation, composée de responsables de nombreux États européens et arabes, sans faire de victimes.

La délégation était accompagnée d'un groupe de journalistes, pour constater la situation dans le camp et s'entretenir avec son gouverneur, a précisé Wafa. Le ministère palestinien des Affaires étrangères a partagé, sur la plateforme X, une vidéo des tirs israéliens visant la délégation diplomatique. «Les forces d'occupation ont ouvert le feu depuis l'intérieur du camp de réfugiés de Jénine afin d'intimider la délégation diplomatique qui effectuait une visite de terrain dans le camp pour constater l'ampleur des souffrances endurées par les habitants de la zone», précise la publication. Les images montrent également les membres de la délégation fuir vers les véhicules du convoi diplomatique.

Al Jazeera affirme que la fusillade visait directement 25 ambassadeurs et diplomates arabes et européens.

La même source a rapporté également que le ministère italien des Affaires étrangères a exigé des clarifications sur les circonstances de la fusillade.

«Nous exigeons que le gouvernement israélien clarifie l'incident de tir survenu lors de la visite de la délégation diplomatique à Jénine. Nous affirmons que menacer les diplomates est inacceptable», a déclaré le MAE italien.

Le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères a également exprimé sa «condamnation de l'attaque israélienne contre la délégation diplomatique européenne à Jénine».

De son côté, la ministre belge des Affaires étrangères a expliqué que la «visite a été coordonnée avec l'armée israélienne» et que les «20 véhicules du convoi étaient identifiables».

Zoheir Bouamama nommé Conseiller auprès du président de la République

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, mercredi, un décret présidentiel portant nomination de M. Zoheir Bouamama, conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires politiques et des

relations avec la jeunesse, la société civile et les partis politiques, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé ce jour un décret présidentiel por-

tant nomination de M. Zoheir Bouamama, conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires politiques et des relations avec la jeunesse, la société civile et les partis politiques", lit-on dans le communiqué.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Le roi, le joystick et le Vinci

Un jour, je suis tombé sur une de ces nouvelles qu'on lit comme on regarde un ac-

cident au ralenti : un roi arabe que la bienséance m'empêche de nommer mais que l'histoire jugera a déboursé 500 millions de dollars pour un yacht. Un petit paquebot privé, rien de bien extravagant à l'échelle d'un homme pour qui l'argent coule plus vite que l'eau dans les bidonvilles de son royaume. Un objet flottant d'orgueil, long comme un remords, serti de piscines, de salons en marbre et de fantômes de grandeur. Un jouet de titan pour fuir l'ennui des palais dorés.

Mais ce n'est pas tout. Notre monarque a également acquis, dans un souffle d'ivresse ou d'égarément à vous de trancher le célèbre "Salvator Mundi", attribué à Léonard de Vinci, pour la modique somme de 450 millions de dollars. Presque un milliard envolé en deux clins d'œil. Un demi-yacht et un demi-Christ.

C'est alors qu'un détail m'est revenu, comme un parfum ancien : ce même roi, interrogé par un journaliste américain sûrement fasciné par cette énigmatique modernité orientale lui demanda : «Et que faites-vous, Votre Altesse, quand vous ne travaillez pas ?». Ce à quoi le roi répondit, avec une ingénuité presque enfantine : «J'aime jouer aux jeux vidéos». Voilà. Pas de fioritures. Pas de ballets classiques ni de lectures des stoïciens. Des jeux vidéos.

Ce n'est pas un crime, me direz-vous. Certes. Mais il y a quelque chose de profondément dissonant à se passionner pour "Call of Duty" et à faire l'acquisition d'un tableau vieux de 500 ans, supposément habité par une spiritualité renaissante. L'un stimule le réflexe, l'autre exige la lenteur. L'un offre des récompenses instantanées, l'autre une méditation silencieuse. On ne peut pas aimer Léonard de Vinci comme on aime un skin rare dans Fortnite. Il faut le dire sans détour : ce roi ne sait pas ce qu'il achète. Il n'aime pas l'art. Il aime ce que l'art symbolise : le pouvoir, le prestige, la capacité de dire au monde «regardez ce que je peux m'of-

frir». Dans une époque où le luxe est devenu une langue, il parle en millions là où d'autres murmurent en poésie. Il achète cher non pas parce que c'est beau, mais parce que c'est cher. Et cela, c'est peut-être l'obscénité suprême de notre siècle.

Car l'art, le vrai, ne se laisse pas posséder. Il se partage, il se vit, il vous traverse. Il ne s'achète pas comme une Rolex ni comme un jet privé. Il exige une éducation du regard, une patience intérieure, une capacité à se perdre sans gain. Aimer un tableau, ce n'est pas l'acheter, c'est le comprendre. Ce n'est pas le montrer, c'est le sentir. Ce n'est pas l'exhiber à ses invités dans une suite climatisée, c'est dialoguer avec lui dans la solitude d'un silence.

L'amour de l'art ne naît pas du portefeuille mais de la culture. Et la culture, elle, ne s'achète pas. Elle se construit lentement, comme une mosquée intérieure. C'est une mémoire, une épaisseur, une histoire d'émotions accumulées. Il y a là une tragédie à peine voilée : celle de ceux qui ont tout, sauf l'essentiel. Celle de ces puissants dont la fortune ne parvient même plus à masquer la vacuité. Ils achètent des symboles, faute d'en saisir la substance. Ils empilent les trésors comme des trophées de guerre. Et dans leur palais, la beauté devient un décor, jamais une révélation.

Philosophiquement, c'est la vieille question de l'être contre l'avoir. Ce roi incarne l'avoir absolu, cette illusion moderne selon laquelle plus on possède, plus on existe. Mais l'art comme la sagesse, comme l'amour résiste à cette logique. Il nous rappelle que la beauté n'appartient jamais à celui qui la détient, mais à celui qui sait la voir. La contemplation n'a pas de prix, car elle se paye en silence, en humilité, en attention. Ce que l'argent ne peut ni feindre ni acheter.

Alors, quand un roi milliardaire confond jouer et contempler, acheter et aimer, on comprend que l'Histoire, parfois, a le sens de l'ironie. Et qu'il existe des chefs-d'œuvre qu'on ne mérite pas, même à 450 millions.

Réunion du gouvernement Instances chargées de l'importation et de l'exportation et cession de terrains au menu

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen des cadres réglementaires relatifs aux deux instances chargées de l'importation et de l'exportation et à la cession de terrains relevant du domaine privé de l'Etat pour la réalisation de projets de promotion immobilière, ainsi qu'à des exposés sur le renforcement des capacités de stockage des céréales et au projet de montage et d'assemblage des téléphones mobiles en Algérie, selon un communiqué des services du Premier ministre.

La réunion a été consacrée à l'examen du cadre réglementaire portant création, organisation et fonctionnement de deux instances nationales chargées respectivement de l'impor-

tation et de l'exportation, et ce, en exécution des instructions données par le Président de la République relatives à l'organisation du commerce extérieur. Par ailleurs, et dans le cadre de la finalisation de la mise en œuvre de l'approche adoptée pour la promotion de la gestion du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat, le Gouvernement a examiné le cadre réglementaire fixant les conditions et les modalités de concession convertible en cession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation de projets de promotion immobilière à caractère commercial.

En outre, et dans le cadre de la mise en œuvre des engagements du Président de la République visant à garantir la sécurité alimentaire, le

Gouvernement a entendu une communication sur l'état d'avancement du programme national de renforcement des capacités de stockage des céréales, qui ambitionne de porter la capacité de stockage nationale de 4 à 9 millions de tonnes.

Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur l'état d'avancement du dossier relatif à l'investissement dans les smartphones, y compris le projet de montage et d'assemblage des téléphones mobiles en Algérie, qui s'inscrit dans le cadre des efforts visant à développer cette filière de l'industrie nationale et à renforcer sa contribution au transfert et à la localisation des technologies, ainsi qu'à la participation des compétences nationales, notamment des jeunes, dans ce processus.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Algérie-Banque Islamique de Développement
 Un accord de coopération stratégique signé

R. N.

Le groupe de la Banque Islamique de Développement (BID) a signé, mercredi, plusieurs conventions de financement avec des Etats membres, ainsi que des mémorandums d’entente avec des institutions internationales, pour un montant total de plus d’un milliard de dollars. Ces conventions visent à financer divers projets dans les domaines du développement durable et de la lutte contre les changements climatiques en Afrique et en Asie, ainsi que du développement des infrastructures et de l’amélioration des soins de santé.

Dans ce cadre, un accord de coopération a été signé entre la compagnie algérienne d’assurance et de garantie des exportations (CAGEX) et la société islamique pour l’assurance des investissements et du crédit à l’exportation (ICIEC), l’une des entreprises du groupe de la banque, qui permet à cette dernière d’offrir des prestations de réassurance au profit de la CAGEX. La veille, mardi, un accord-cadre de coopération stratégique pour la période 2025-2027 a été signé entre l’Algérie et le groupe de la Banque islamique de développement (BID), en vue de soutenir les secteurs contribuant au renforcement de la compétitivité, à la diversification économique, au développement des infrastructures et à l’appui au secteur privé.

L'accord portant également sur le renforcement des partenariats pour le développement du capital humain et de la coopération régionale, a été signé par le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, et le président du groupe de la BID, Muhammad

Sulaiman Al-Jasser, sous la supervision du Premier ministre, Nadir Larbaoui.

Il couvre quatre axes horizontaux d’appui, à savoir le renforcement des outils de financement islamique, l’atténuation des effets du changement climatique, l’autonomisation des femmes et des jeunes, le développement des capacités, et le renforcement des compétences.

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui a affirmé, mardi que les institutions financières multilatérales, notamment le Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), étaient appelées à redoubler d’efforts pour renforcer leurs capacités, mobiliser davantage de ressources humaines et techniques et assurer les financements nécessaires à la mise en œuvre des projets, notamment ceux relatifs aux infrastructures et à la transformation industrielle en concrétisation du développement durable.

S’exprimant à l’ouverture officielle des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque islamique de développement (BID), le Premier ministre a déclaré que que les mutations internationales actuelles avaient un impact négatif sur la situation socioéconomique des pays musulmans. Ce qui fait de «l’action de développement indépendant dans le cadre multilatéral, notamment Sud-Sud, une nécessité impérieuse, afin d’aplanir les obstacles et de contribuer au développement et à la prospérité de nos peuples musulmans, en dotant nos économies des capacités nécessaires pour s’adapter aux profondes transformations que connaît le système économique et politique international».

Bruxelles
 Attaf s'entretient avec la Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, s'est entretenu mercredi à Bruxelles, avec la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Kaja Kallas, en marge de sa participation aux travaux de la 3e réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union africaine (UA) et de l'Union européenne (UE), indique un communiqué du ministère. Les entretiens ont permis de "passer en revue les différents aspects des relations de coopération et de coordination unissant l'Algérie et l'Union européenne

(UE), dans la perspective de réactiver les mécanismes institutionnels encadrant le partenariat algéro-européen", précise le communiqué. Les deux parties ont également évoqué la révision de l'accord d'association ente l'Algérie et l'Union européenne, permettant de "conférer à ce partenariat l'équilibre escompté, notamment dans son volet économique", selon la même source. A cette occasion, les deux parties ont échangé les vues et les analyses sur nombre de questions d'actualité, en tête desquelles, les développements de la situation en Libye, pays frère, en particulier, et les tensions dans la région du Sahel, en général", ajoute le communiqué du ministère.

Ain Defla
 Un terroriste abattu

Un terroriste a été abattu, une arme semi-automatique de type Simonov et une quantité de munitions ont été récupérées lors d'une opération de fouille et de ratissage, menée par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) dans le secteur militaire dans la zone d'Amrouna (Ain Defla), a indiqué mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de fouille et de ratissage dans la zone d'Amrou-

na au Secteur militaire d'Ain Defla (1ère Région militaire), un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu, hier mardi 20 mai 2025, un (1) terroriste et récupéré une (1) arme semi-automatique de type Simonov et une quantité de munitions", précise la même source. "Cet-te opération qui est toujours en cours, confirme, une fois de plus, la vigilance et la détermination des Forces de l'Armée nationale populaire à traquer ces criminels jusqu'à leur totale éradication", ajoute le communiqué.

Chanegriha en visite en 3e Région militaire
 Intérêt particulier à l'exécution des exercices tactiques

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a entamé mercredi, une visite de travail et d'inspection en 3e Région militaire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre des visites aux différentes Régions militaires, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'ANP, entame à partir d'aujourd'hui, mercredi 21 mai 2025, une visite de travail et d'inspection en 3e Région militaire", précise la même source.

La visite a été entamée au niveau du Secteur opérationnel sud Tindouf, où après la cérémonie d'accueil, présidée par le Général-major Nacereddine Fodhil, Commandant de la 3e Région militaire, le Général d'Armée a tenu "une rencontre d'orientation avec les cadres et les personnels de la Région, lors de laquelle il a prononcé une allocution, diffusée par visioconférence à toutes les unités de la

Région, dans laquelle il a souligné l'intérêt particulier qu'il accorde à l'exécution des exercices tactiques, qui constituent un critère réel pour mesurer les aptitudes combatives des personnels et leur maîtrise des matériels et systèmes d'armes acquis".

"Le professionnalisme du combattant, lors des guerres, a toujours été un facteur décisif et un critère important pour mesurer la disponibilité des forces et leur capacité à assumer pleinement les missions assignées, de même que les performances individuelles, la discipline et la capacité d'adaptation aux conditions changeantes de la bataille sont des qualités nécessaires pour mener le corps de bataille à la victoire", a-t-il souligné.

"C'est dans ce cadre que s'inscrit l'intérêt particulier que nous accordons à l'exécution des exercices tactiques, de différents niveaux et échelons, en ce que ces derniers sont une épreuve réelle, tant pour l'appareil de formation, qui constitue le creuset où se forgent les compétences, que pour la préparation au combat qui vient en appoint pour renforcer l'expé-

rience et le professionnalisme des personnels, et accroître leurs aptitudes à maîtriser les différents matériels et systèmes d'armes mis à disposition", a-t-il ajouté.

Le Général d'Armée a insisté sur la nécessité "d'harmoniser les efforts consentis et les moyens matériels et ressources humaines mobilisés, pour sauvegarder la souveraineté nationale et protéger la sécurité du pays et des citoyens".

"Dans cette perspective, nous veillons à ce que le progrès réalisé dans tous les aspects du métier des armes, au niveau de l'ensemble des composantes de nos Forces armées, soit en parfaite correspondance avec les efforts consentis, et les moyens matériels et ressources humaines mobilisés, ainsi qu'avec les ambitieux objectifs arrêtés, notamment en ce qu'il s'agit de réunir les éléments de puissance militaire, à même de nous permettre de défendre la patrie et les citoyens, de sauvegarder notre souveraineté nationale sacrée et de protéger la sécurité et les intérêts suprêmes de notre pays", a-t-il ajouté.



El yazid Dib

C'est le président Tebboune qui a tenu à lancer cette sommation, ten-

dant à dire : «Travaillez en silence et sans tintamarre». Il a instruit ses ministres et partant tout commis public à s'impliquer davantage sur le terrain, chacun en ses prérogatives, sans pour autant rendre ce travail objet principal à un «folklore médiatique».

En principe, l'on doit finir avec ce mode de gestion où la caméra est prise pour un authentique acte d'activité. Car la meilleure et efficace activité reste celle de la résolution des problèmes fut-elle accomplie loin du zoom et du tapage généré par le Facebook. Ainsi l'on ne verra plus, en principe un ministre et notamment un wali afficher au grand jour, son humeur ou sa fausse crise colérique. Ces façons d'interpeller publiquement tel directeur d'exécutif ou tel maire ou opérateur par «où est le maire?»ou appelez-moi l'entreprise «pire encore» hez kachek ! (plie tes bagages) ; ne s'inscrivent dans aucun manuel de management. Et l'élégance administrative, la modestie, le brio et enfin l'éthique ne recommandent pas de telles manières. Il y a bien des réunions de chantiers, des séances de travail où chacun y va de ses propres préoccupations. De la levée des réserves jusqu'à la résiliation du contrat. C'est comme ça que doit fonctionner un bon haut fonctionnaire et non pas s'habiller d'arrogance et d'orgueil jusqu'à se permettre des écarts, tant de la réglementation que du langage.

La postérité a retenu ces spectacles ubuesques où, un certain temps, un wali osait même fustiger des moudjahidine en vociférant à perdre l'orbite de ses yeux et exploser sa pomme d'Adam, ou cet autre, pétri dans la mimique clownesque et qui se montrait, en face des portables, traînant à la va-vite toute une foule de cadres soumise à son sens de blagueur. Et ce wali, connaisseur de tout, de la conduite d'une moissonneuse-batteuse à la maîtrise de la pose de buses passant même pour expliciter des versets et régenter des zaouïas. L'Algérie nou-

Le «folklore médiatique»

velle n'a plus besoin de ces shows.

L'on peut aisément gérer et mener à bien ses missions, sans état d'âme, sans gueuler ou se fâcher. Il s'agit là d'un exercice régalien, d'une haute fonction républicaine. La légalité doit l'emporter sur toute autre émotion ou ressenti personnel. C'est en fait, l'Etat qui parle, qui constate et l'Etat n'a pas de caractère intuitu personae à imposer. Il impose la loi et force à son application. Il est une chose impersonnelle envers qui l'on doit respect, car c'est dans sa genèse que subsiste le respect des autres.

Pour ce qui est des ministres, tous ont presque compris ce qui se triturait dans la tête du président avant bien qu'il l'édicte. Rares sont ceux qui s'expriment en dehors d'un cadre légal ou s'exhibent en spectacle. Mais la majorité se laisse, toutefois, se prendre en plusieurs poses en de multiples photos. Une coupure d'un ruban, une prise de vue sur une grue ou regarder les vestiges d'une crue, sont-elles des actes d'activité et des actions concrètes ? C'est à un communiqué, voire un compte-rendu de visite d'asseoir le constat, les observations et les solutions préconisées en cas d'écart. On n'a jamais vu un ministre féliciter un opérateur, un directeur ou un maire, il le fait, cependant pour un wali.

L'on fait croire que ce sont de simples photographies qui renseignent du devoir accompli. Du tarmac, de la haie d'honneur, du salon de l'aéroport aux diverses haltes du programme de visite «d'inspection et de travail». En quoi la population est-elle intéressée par ces images de l'accueil et des nombreuses bousboussettes ?

Il y a des cas où au sein même de l'hémicycle de l'Assemblée nationale, certains ministres s'emportent face à des députés quand ils ne se laissent pas aller à des discours diarrhéiques ou à des cours d'école. Eludant ainsi la prise de décision sine-die d'un cas urgemment soulevé.

Il y a par ailleurs des ministres et des walis qui sortent de ce lot théâtral.

Ligue arabe : la réforme ou l'implosion !



Par Cherif Ali**

On le savait depuis quelque temps, mais le fait a pris encore plus d'évidence ; il est devenu flagrant après l'agression israélienne contre Ghaza et le génocide qui n'en finit pas !

Le rideau est tombé sur le 34^{ème} Sommet de la Ligue arabe.

Un sommet ou plutôt une scène, une mise en scène. Une réunion aux airs de rituel sans âme, où les discours s'enchaînent comme les saisons de la trahison. On a parlé. On a dénoncé - mollement. On a évoqué la Palestine comme on évoque une vieille promesse jamais tenue, un rêve crevé accroché aux murs feutrés des conférences.*

Mais qui peut croire que ceux qui ont détourné le regard face aux souffrances des Palestiniens, depuis des décennies, veulent soudainement les sauver ?

Qui peut prétendre que ceux qui n'ont jamais mobilisé leurs forces pour défendre Ghaza se soucient aujourd'hui de sa stabilité et de sa sécurité ?

Non, leur intervention n'est pas une mission de paix ; c'est une tentative de remodelage, une manipulation cynique visant à effacer la résistance et à détruire l'âme de ce peuple indomptable. Ils tenteront de redessiner la réalité, d'effacer la flamme de la résistance pour la remplacer par une illusion de paix. Mais quelle paix peut être construite sur les cadavres des martyrs ? Quelle sérénité peut naître de la trahison et de l'abandon ?

Il faut dire que certains pays du Golfe qui dominent la Ligue arabe ne cachent plus leur volonté de la transformer en instrument des pays occidentaux.

Les Palestiniens l'ont bien compris et ils n'ont compté que sur leur action propre et le soutien de

Pour certains pays qui la composent, la Ligue arabe ne sert à rien.

nombreux amis pour faire des pas de géant dans leur lutte. A leur tête, l'Algérie qui n'a eu de cesse de porter leurs voix et défendre, bec et ongles, leur cause au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU, jusqu'à contribuer à l'instauration d'un cessez-le-feu.

Ceci pour dire « le sérieux » qui règne au sein de la Ligue arabe, au moment même où la Nation palestinienne joue sa survie ! Et à ce niveau de notre contribution, comment ne pas se rappeler les propos de notre ancien ministre Ahmed-Taleb Ibrahim, ancien chef de la diplomatie algérienne qui avait en son temps tenu des propos repris par un journal en ligne, « que la Ligue Arabe ne sert absolument à rien et qu'il est temps de tirer un trait ; les Arabes, a-t-il dit, sont tombés dans le piège du sectarisme ; on parle maintenant de sunnite, chiïte et autres ».

Dans la foulée, il avait souhaité, que « les dirigeants Egyptiens dont le pays abrite la ligue, fassent preuve de hauteur et dépassent leurs crispations politiques et idéologiques et ouvrent les points de passage pour les Ghazaouis ».

L'Egypte, faut-il le dire a « phagocyté » cette instance régionale qui est à la solde des pays du Golfe et de leurs « alliés » occidentaux.

Si l'on excepte l'intermède du Tunisien Chaddli Klibi qui avait assuré le secrétariat général de la Ligue arabe pendant la durée où le siège avait été transféré à Tunis suite à ce qui a été considéré comme « trahison » de l'Egypte (Accords de Camp David), cette organisation a toujours été entre ses mains.

Il faut aussi rappeler la levée de boucliers de la part des Egyptiens et des autres membres influents, lors du Sommet de la Ligue arabe d'Alger, lorsqu'il a été question de réformer cette instance en mars 2005.

Les charges contre la Ligue arabe, n'avaient pas cessées pour autant !

Le quotidien gouvernemental libyen 'Al-Chams', par exemple, a rigoureusement dénoncé, à la veille de l'ouverture du sommet de la Ligue arabe au Qatar, « la division entre l'Orient et le Maghreb arabe ».

L'article observe que « les pays de l'Orient arabe sont des membres essentiels alors que les pays du Maghreb arabe sont des membres invités, uniquement, pour atteindre le quorum et remplir les formalités de la réunion et de la Charte de l'Organisation ». Al-Chams a appelé « les Arabes de l'Afrique du Nord à couper ce lien imaginaire et cette illusion avec l'Orient arabe et à s'attacher au groupe 5+5 (regroupant les cinq pays riverains de la Méditerranée d'Europe et d'Afrique) ; les intérêts au sein de ce groupe, écrit le journal de Tripoli, sont plus clairs, plus concrets, plus transparents et plus solides que les promesses falsifiées de l'Orient arabe et ses engagements qui ne se réalisent pas »

Le débat, comme on le constate, est encore d'actualité :

1. Faut-il quitter la Ligue arabe qui a vu ses murs se lézarder, sérieusement, qui n'en finit pas de compter ses divergences et qui roule pour les Occidentaux ?

2. Peut-on aussi et surtout parler de « divisions » entre pays du Machrek et pays du Maghreb ?

3. Oui à croire ces extraits d'un discours politique prononcé par un dirigeant arabe qui a dit, sans ambages : « (...) Il est vrai que ce qui unit les États arabes est bien plus important que ce qui les divise.

4. Ces pays sont, en effet, unis par la force de l'histoire et de la civilisation, géographiquement, ils se complèteraient, naturellement, grâce aux ressources humaines et naturelles considérables qu'ils recèlent.

5. Quant aux peuples arabes, leur unité est scellée par la communauté de foi, de langage et de culture, et aussi par les liens de sang, de fraternité et de destin partagé.

6. La complémentarité est, certes là, mais peut-on parler d'union, tant il est vrai que chaque pays arabe est bien plus dépendant et tributaire de sa sous-région géographique que son appartenance à une communauté religieuse et culturelle ?

Et puis, culturellement, et en dehors de la langue arabe classique, quel lien pourrait-il exister entre des arabo-amazighs Maghrébins et des arabes-bédouins de la péninsule ?

Peut-on dire, réellement, que l'arabe est un ciment, sachant que pas un seul arabe ne parle l'arabe classique dans la vie quotidienne, chacun ayant développé son dialecte, différent d'un pays à l'autre et d'une région d'un même pays à une autre ? (...) De ce qui précède, on peut s'autoriser à penser déjà que :

1. L'unité arabe, depuis le temps qu'on en parle, ne soit qu'une chimère !

2. Elle est, très certainement, une nécessité stratégique mais toutes les nécessités stratégiques ne sont pas, nécessairement, réalisables.

3. La Ligue arabe, en l'état, n'est qu'une coquille vide !

C'est sur ce dernier point que repose l'argumentaire de l'Algérie et de son président, Abdelmadjid Tebboune, qui plaide pour la réforme de cette institution, « fondée à une époque différente de la nôtre ; une telle situation devrait remettre au premier plan de nos priorités communes l'impératif de reformer notre Ligue arabe, qui a été fondée à une époque différente de la nôtre, dans un autre contexte que le nôtre et un autre environnement que le nôtre ».

*Lettre aux Consciences par Mustapha Aggoun (Le Quotidien d'Oran).

**Ancien Cadre supérieur de l'Etat

A la calorie près, la nouvelle unité de cruauté

Gaza et l'effondrement de la boussole morale mondiale

Par Jamal Mimouni*

UNE FAMINE CALCULÉE : L'ARITHMÉTIQUE GLACIALE DU SIÈGE DE GAZA

Aujourd'hui à Gaza, nous assistons à l'un des chapitres les plus honteux de l'histoire moderne, une famine artificielle, imposée méthodiquement par la puissance militaire occupante, au milieu d'un silence mondial assourdissant. Depuis plus de deux mois, plus de deux millions de Palestiniens sont privés des nécessités vitales : nourriture, eau, électricité, carburant et médicaments. Gaza est devenue un laboratoire de cruauté, où la faim est mesurée - littéralement jusqu'à la calorie - tandis que le monde « civilisé » reste paralysé, se contentant de condamnations tièdes tout en continuant à fournir pour certains d'entre eux à Israël des bombes et une couverture politique.

La calorie est devenue l'unité de la cruauté à Gaza, après la balle et la bombe. Alors que le blocus israélien se renforce en intensité et en brutalité, les instances Israéliennes calculent la faim avec des chiffres froids et secs : combien de calories par personne, combien de grammes de protéines, combien de jours avant la famine ? La souffrance humaine est réduite à des données numériques. Ce n'est pas une famine causée par des mauvaises récoltes ou une catastrophe naturelle. C'est une politique délibérée : utiliser la privation comme arme de guerre. Gaza est affamée intentionnellement.

Depuis le 2 mars 2025, Israël impose un blocus total sur l'aide humanitaire entrant à Gaza, surpassant en sévérité toutes les restrictions précédentes. Jusqu'au 16 mai, ce siège est devenu le plus long de l'histoire de l'enclave. Selon l'UNICEF et le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), cette politique a détruit la capacité de survie de Gaza : les terres agricoles bombardées, les zones de pêche interdites, les boulangeries effondrées par le manque de farine, de carburant et de sécurité. Les enfants, surtout ceux de moins de deux ans et les mères allaitantes, sont les plus touchés : 92% d'entre eux ne reçoivent pas une nutrition adéquate. Pourtant, plus de 3 000 camions d'aide et 116 000 tonnes métriques de nourriture sont bloqués aux frontières, Israël refusant de les laisser entrer, défiant ainsi les ordres provisoires de la Cour internationale de justice dans l'affaire Afrique du Sud c. Israël. Ce défi démontre clairement que la famine n'est pas un effet secondaire malheureux de la guerre - elle est la guerre elle-même.

LE CRIME N'EST PAS CACHÉ NI PARFAIT - IL EST DIFFUSÉ EN DIRECT

Ce n'est pas une question d'ignorance. Nous ne vivons pas dans les années 1940. Personne ne peut prétendre « ne pas savoir », comme on l'a dit après la Shoah. Nous savons. En fait, nous le voyons en direct, chaque jour, sur chaque écran - des enfants mourant de faim, des hôpitaux s'effondrant, des fosses communes creusées à mains nues. Ce que nous voyons, c'est l'utilisation de la nourriture comme arme - le besoin humain le plus basique - en violation flagrante du droit international, des principes humanitaires et de la dignité élémentaire.

L'UNICEF, l'UNRWA, le Programme alimentaire mondial et l'OCHA ont tous lancé des alertes urgentes. L'ONU a reconnu Gaza comme une zone de famine. Pourtant, plus de 3 000 camions d'aide et 100 000 tonnes de nourriture sont délibérément bloqués par Israël. Ce n'est pas un siège - c'est une exécution lente et publique d'un peuple entier, un crime de guerre commis sous les projecteurs de la diplomatie mondiale.

LE SILENCE EST COMPLICITÉ

Le vrai scandale n'est pas seulement que ces atrocités se produisent, mais qu'elles soient tolérées - voire justifiées - par ceux qui se prétendent gardiens du droit international et des droits humains. Les gouvernements occidentaux, prompts à imposer des sanctions face à la moindre agression ailleurs, sont désormais incapables de prononcer un mot, incapables même d'une réprimande officielle, encore moins d'une action résolue.

Pourquoi ? Parce que le coupable est un « allié », un allié difficile à confronter, enraciné dans un réseau d'alliances et sacralisé de par l'occurrence de la Shoah sur le sol Européen et exécuté par des Européens, au point de considérer Israël comme immunisé contre toute critique. Résultat ? Des mots sans effet, des condamnations sans conséquences, des déclarations soigneusement calibrées pour ne pas fâcher l'agresseur, une chorégraphie organisée de lâcheté.

PEUT-ON ENCORE ÊTRE « NÉGATIONNISTE DU GÉNOCIDE À GAZA » AUJOURD'HUI ?

Omer Bartov, professeur israélo-américain d'études sur la Shoah à l'Université Brown et l'un des plus grands experts mondiaux du génocide, accuse Israël de mener une politique génocidaire à Gaza : «

Une tentative systématique de rendre Gaza invivable et de détruire les institutions nécessaires à la survie physique et culturelle d'un groupe ». Il dénonce également « un échec moral et humain total pour les nations qui se présentent comme défenseuses des droits humains ».

Bartov n'est pas isolé dans cette analyse. Raz Segal (Stockton University) qualifie la situation de « cas d'école de génocide », pointant les déclarations explicites de responsables israéliens appelant à l'effacement de Gaza. Dirk Moses (Université de Sydney) et Ilan Pappé (historien israélien) identifient quant à eux une violence structurelle et une logique d'anéantissement progressif, établissant des parallèles troublants avec les dynamiques historiques des crimes de masse.

La question peut-elle encore être posée alors que les plus grandes organisations de défense des droits humains et les éminents spécialistes mondiaux de l'Holocauste ont clairement identifié les crimes commis. Peut-on vraiment invoquer un prétendu flou juridique pour éviter de qualifier ces crimes ? Toutes les instances et experts qui évoquent un cas de génocide, - certains évitant le terme politiquement chargé de « génocide » parlent d'« actes génocidaires » ; et s'appuient sur des critères juridiques précis définis par la Convention de Genève de 1948. Il y a quatre éléments convergents : le meurtre de masse (plus de 60 000 morts au bas mot), la privation intentionnelle de nourriture et de soins médicaux, la déshumanisation systématique dans les discours officiels, et la destruction ciblée des institutions vitales. La combinaison de ces éléments dessine clairement le schéma d'une entreprise génocidaire.

Les négationnistes contemporains répètent les mêmes tactiques qu'en 1994 au Rwanda ou en 1995 à Srebrenica : demander des « preuves irréfutables » alors que les corps s'entassent. Mais l'Histoire jugera : les archives israéliennes (déclarations ministérielles, ordres militaires) et les images satellites des villes rasées constitueront un dossier accablant.

Seuls l'aveuglement volontaire ou la lâcheté morale peuvent encore expliquer qu'on prétende ne rien voir ou ne pouvoir juger. Ceux qui persistent à nier cette réalité agissent comme ceux qui, par le passé, refusaient de voir l'innommable.

«PLUS JAMAIS ÇA» - LA PROMESSE MENSONGÈRE

La phrase « Plus jamais ça », autrefois un engagement solennel contre les génocides et les atrocités, est désormais vide de sens. Si elle ne s'applique pas à Gaza - où des civils sont affamés,

bombardés et déplacés systématiquement - alors elle ne s'applique nulle part. Le cadre moral de l'Occident, bâti sur les ruines d'Auschwitz, s'est effrité en une indignation sélective et une relativité morale confuse.

L'ÉCHEC DU LEADERSHIP MORAL

Les institutions religieuses ont aussi échoué. Du Vatican aux diverses organisations religieuses mondiales, leur influence s'est réduite à des appels timides, comme s'il s'agissait d'un simple différend diplomatique, et non d'une campagne organisée de souffrance collective. Le système juridique international est ouvertement ignoré, y compris les mesures provisoires de la CJJ contre Israël. Pourtant, aucune conséquence. En Israël même, le discours public est devenu ouvertement atroce. Un récent débat à la Knesset a révélé des députés défendant, voire célébrant, la famine des enfants. Quand un médecin humanitaire a exprimé l'espoir simple qu'aucun enfant ne soit privé d'antidouleurs, elle a été accueillie par des rires. Ce qui se murmurait autrefois, affamer un peuple comme stratégie militaire, nettoyage ethnique, est aujourd'hui assumé avec arrogance, tandis que le monde « civilisé » reste plongé dans son silence honteux.

LA LÂCHETÉ DU MONDE ARABE

Les régimes arabes ne sont pas exempts de responsabilité. Leur incapacité à agir, à part quelques gestes symboliques - révèle leur insignifiance politique et leur corruption morale. Obsédés par la préservation de leurs trônes et alliances étrangères, ils ont échoué à protéger leur peuple, même dans l'extrême souffrance.

L'HISTOIRE REGARDE

Dans quelques années, ce moment sera jugé. Le silence sera retenu. Le refus d'agir sera enregistré non comme neutralité, mais comme complicité de crime. Quand les tombes seront comptées, les enfants pleurés, et que Gaza se relèvera de ses cendres pour écrire son histoire, qu'auront fait vos gouvernements ? À quel principe vos institutions seront-elles associées ? L'Histoire jugera sévèrement cette duplicité.

En fait, il ne s'agit pas seulement de Gaza. Il s'agit de savoir si l'ordre international a encore une âme. Et aujourd'hui, cette âme s'évapore... jusqu'à la calorie.

*Directeur d'Unité du CERIST & Univ. De Constantine1

L'Arabie saoudite, au centre du grand jeu mondial

Le « compte à rebours » a commencé pour Israël

Posons une question basique sur le sens de l'humain. «L'être humain qui est venu peupler la terre est-il venu de lui-même ou l'a-t-on fait venir pour peupler la terre ?» Et sa venue sur terre remonte à des milliers de millénaires. Le Musée national d'histoire naturelle français écrit sur ce sujet, dans l'article qui a pour titre «Depuis quand l'humain existe-t-il ?» (<https://www.mnhn.fr/fr/depuis-quand-l-humain-existe-t-il>) ; il est dit :

Par Medjdoub Hamed *

« Les plus vieux fossiles du genre Homo remontent à 2,8 millions d'années, avec Homo habilis. De nouvelles datations situent les plus anciens Homo sapiens il y a environ 300.000 ans. Mais l'histoire évolutive de l'homme est encore loin d'être totalement établie.

L'AFRIQUE, TERRE DES PLUS
ANCIENNES PREUVES DE VIE
DU GENRE HOMO

Connaître la date de naissance (l'origine) de l'Homme moderne ou Homo sapiens et son lieu de naissance (la région où il est observé pour la première fois) n'est pas facile... Les chercheurs n'ont à leur disposition que des ossements fossiles souvent partiels et dont la datation n'est pas toujours précise. Mais il ne fait aujourd'hui aucun doute que l'origine du genre Homo se situe en Afrique de l'Est. [...]

Apparu en Afrique, l'Homme moderne va ensuite voyager et coloniser le monde... Présents dès 100.000 ans au Proche-Orient, il poursuit son périple vers l'Asie, l'Australie, puis finalement vers l'Europe il y a seulement 40.000 ans. Il va « supplanter » les représentants des autres espèces du genre Homo (erectus, floresiensis et luzonensis en Asie insulaire ; néandertaliens en Eurasie) qui vont s'éteindre pour des raisons encore très discutées ».

Mais comment l'être humain a traversé ces 2,8 millions d'années et plus ? Force de dire que ce n'est pas par lui-même puisque l'être humain n'est humain que par la pensée contrairement aux animaux qui ont aussi une pensée mais agit surtout en instinct certes qui raisonne puisqu'il permet de survivre, de se battre pour survivre.

Il en est de même pour l'être humain, lui aussi a cette « pensée-instinct » qui lui a permis de survivre et passé les millions d'années d'existence et progressivement, au fur et à mesure que le temps s'écoule, il commence à découvrir des contrées et s'y installer ; des communautés se créent et toujours, au long de ces milliers de millénaires s'organisent et certainement se guerroyent comme les animaux ; chaque communauté repousse l'autre.

Mais les êtres humains ont une faculté que n'ont pas les animaux, c'est la « pensée qui raisonne, qui crée ». Et donc cette pensée n'est pas seulement une « pensée-instinct » qui raisonne mécaniquement qu'ont les animaux devant les situations qui se présentent (fuir devant le danger, chercher la nourriture, faire son nid, etc.) d'une manière comme « programmée par quelque logiciel supranaturel » ; elle est une pensée humaine rationnelle, créative, constructive, élévatrice, et unique sur terre. Elle fait de l'être humain le « roi de la terre », le « roi de la création ».

Et d'où tient-il l'être humain d'être ce qu'il est dans ce royaume terrestre où il vit et de ménager son existence comme il veut ? La réponse est sans appel ; elle vient de sa pensée unique sur terre, qu'ont seulement les humains. Et les humains pensent que ce sont eux qui décident sur terre. Dans l'absolu, qui décide réellement ? L'homme ou sa pensée ? Ce que les êtres humains doivent savoir dans la marche de l'histoire, ils croient décider mais ils ne décident que par leurs pensées ; ils n'ont aucun autre moyen sinon leurs pensées dont ils savent très peu de chose sinon qu'ils pensent par leurs pensées qui leur viennent.

Prendons les guerres et c'est ce qui nous intéresse dans cette analyse. Dans la guerre, posons cette question : « Qui décide réellement ? » Nous avons dit que les hommes décident par leurs pensées, et ces humains ont peuplé la terre depuis des millions d'années. Reprenons la question que l'on a posé tout au début de cette analyse : « L'être humain qui est venu peupler la terre est-il venu de lui-même ou l'a-t-on fait venir pour peupler la terre ? »

Quand on « pense » que la terre qui tourne autour d'elle-même en 24 heures et autour du soleil en 365 jours et 6 heures avec des vitesses respectives constantes ; le cycle des saisons qui trouve son origine dans l'inclinaison de la Terre d'environ 23° ; toute cette organisation planétaire dans le milieu stellaire qui donne cet-

te harmonie sur terre en symbiose avec la présence des humains sur terre tient du « miracle de Dieu ». Tout indique qu'un Créateur est à l'origine de cette formidable Création qu'est la Terre habitée par les hommes. Et le Créateur ne peut que veiller sur sa Création ; et donc il y a le « en Haut qui dirige le monde » ; et cela ne peut être autrement.

Dans une guerre, par exemple, les hommes préfèrent la guerre à la paix, et l'homme cherche toujours à dominer son prochain et bien sûr toujours pour un intérêt qui justifie la guerre – c'est un peu soit moi soit lui dans la guerre qui les oppose ; et ce soit moi soit lui est vital par essence pour les hommes. Et donc c'est toujours la barbarie la plus féroce qui vient et revient et cherche à l'emporter ; et c'est là où le « en Haut qui dirige le monde » devient juge entre les deux parties sur la barbarie humaine.

Mais la justice contre la barbarie humaine ne se fait que selon des « Desseins » de l'en Haut du monde ou l'Esprit du monde que les hommes ne savent pas et qui continuent dans leur barbarie. Et tout a une fin ; vient au fur et à mesure le temps où commence à poindre l'heure de la vérité, l'heure de la sentence divine que les hommes ne pressentent pas. Comment ?

En confortant la partie dont la cause est plus juste contre l'autre partie qui est la plus féroce mais dans sa cause est vaine. Puis vient le doute, la lassitude, où de plus en plus la barbarie devient stérile, non rentable ; créant le doute dans la partie la plus féroce en lui faisant sentir dans sa pensée qu'elle va contre le mur ?

Et c'est l'Esprit du monde, sans que les parties s'en aperçoivent, qui va créer progressivement l'équilibre entre les deux parties et les pousser à négocier pour mettre fin à la guerre. En les épuisant, en faisant taire leurs différends, ce sera la partie dont la cause est la plus juste qui l'emportera ; une « Loi » de l'Esprit du monde inscrite et conditionnant la marche qui doit être « viable » et toujours « nouvelle » du monde. Et ce sont les vraies forces du bien qui l'emporteront sur les fausses forces du bien que sont les forces du mal.

Les guerres entre nations, la colonisation des peuples et leur oppression qui finiront dans des guerres, ont fait de destructions et de morts d'hommes qui se sont comptés en dizaines de millions dans l'histoire quand bien même les guerres, en somme des barbaries dureront entre les parties, tôt ou tard une issue se fera jour ; une Loi de l'Esprit du monde luira et fera arrêter les guerres pour toujours faire progresser la marche de l'histoire de l'humanité.

L'exemple de la Palestine a 77 ans d'histoire, après être chassé, colonisé, le peuple palestinien tôt ou tard viendra le temps pour se libérer. Et c'est la raison pour laquelle l'Esprit de monde, le Créateur des mondes veille sur sa Création qui, de son origine divine, fera immanquablement avancer la cause du peuple palestinien ; et le combat de ce peuple est déjà un combat décrété par Dieu ; Et ni Israël ni l'Occident qui le soutient ne pourra étouffer ce peuple dont le combat, malgré son infériorité en armements, à l'onction de Dieu ; ce qui explique pourquoi Israël et l'Occident s'épuisent dans cette guerre sans fin.

Elle n'a pas de fin pour les hommes ; mais elle a une fin pour le Créateur des mondes ; déjà le doute est en train de s'insinuer dans les consciences de ceux qui décident en Israël et en Occident, en particulier aux États-Unis. Le doute est en train réellement les certitudes passées ; ni Israël ni les États-Unis ne savent comment terminer cette guerre ; tous deux veulent « écraser » le Hamas et le Hezbollah (parti de Dieu) mais ils ne savent pas comment ? Malgré qu'ils ont l'avantage dans la puissance des armements.

Le problème est que ceux qu'ils ne sont pas « écrasables ». Pourquoi ? Parce que ce que revendique le peuple palestinien est la liberté, la dignité, l'humanité de se sentir être dans son pays, dans ses territoires comme tous les peuples du monde qui ont lutté pour leur libération. Alors que veut Israël comme les États-Unis et tout l'Occident qui le soutienne veulent maintenir le peuple palestinien sous occupation pour satisfaire l'esprit colonisateur d'Israël. Les États-Unis et l'Occident tout entier savent qu'Israël est dans le tort et que le peuple palestinien est dans son droit de réclamer un « État palestinien souverain ». Mais ils appuient Israël. Pourquoi ?

Tout simplement, Israël les sert dans leur posi-

tion de « bras armé » de l'Occident au Proche et au Moyen-Orient, et de maintenir cette région dans la guerre. L'Occident a peur que la Chine et la Russie entrent en force économiquement au Proche et au Moyen-Orient et que les pays monarchiques arabes font « jeu égal » avec l'Asie et l'Occident. Si ces pays font jeu égal entre les deux camps du monde, l'Occident pourra alors dire « adieu au pouvoir exorbitant du dollar et de l'euro » sur le monde. Et le pouvoir exorbitant ne concerne pas seulement le dollar US, il concerne l'euro aussi par « effet de balancier » sur les marchés de change dans le monde.

Et le pouvoir exorbitant du dollar US et de l'euro passe par le « libellé monétaire du pétrole de cette région arabe en dollar US ». Si la Chine arrive à facturer ses importations pétrolières en yuan ou par troc de marchandises avec les six monarchies arabes du Golfe, en particulier le géant pétrolier, l'Arabie saoudite, elle causera une brèche ou plutôt une « saignée cruelle, inapaisable, mortelle » pour ainsi dire, ce qui amènera irréversiblement à terme la fin de la puissance du dollar US et de l'euro sur le monde.

Et si cette fin se concrétise, et le processus est réellement en marche, la Chine est bien présente au Proche et au Moyen-Orient. Ce qui explique d'ailleurs pourquoi, par deux fois, le président américain Donald Trump a consacré son premier voyage en Arabie saoudite, qui est le géant pétrolier au niveau mondial.

La première fois en 2017, à cette époque, après l'Arabie saoudite, il s'est rendu en Israël, il n'y avait pas de guerre à Gaza ; en mai 2025, compte tenu de la guerre à Gaza, Trump ne s'est rendu qu'en Arabie saoudite, au Qatar et aux Émirats arabes unis ; il a délaissé Israël la reléguant au second plan. Pourquoi ? Il a reçu de l'Arabie saoudite une « condition polie mais ferme ». Vous vous rendez en Arabie saoudite, pas de problèmes, mais à une condition : « Ne pas se rendre en Israël ».

Et pourquoi la clause saoudienne, elle se devine, elle est en lien directe avec la guerre à Gaza. L'Arabie saoudite craint la « colère arabe » ; que si le président Trump se rendait après l'Arabie saoudite en Israël, l'Arabie saoudite apparaîtrait comme si elle abandonnait la cause palestinienne ; indifférente à la souffrance du peuple palestinien et aux crimes d'Israël à Gaza. Une situation qui mettrait en danger la monarchie saoudienne et que les États-Unis seraient impuissants si des troubles venaient à surgir.

Et les propos du Premier ministre israélien qui ne sont pas oubliés, tenus lors d'une interview télévisée, le 6 février 2025. Suggérant un déplacement des Palestiniens, le Premier ministre israélien a émis l'idée de « la création d'un État palestinien en Arabie saoudite, les Saoudiens ont beaucoup de territoire », disait-il, que plusieurs pays arabes ont dénoncé.

Il est évident que le président Trump a discuté avec ses conseillers sur cette clause saoudienne qui est réelle, non dite, mais explique pourquoi il ne s'est pas rendu en Israël. Ses conseillers n'ont rien trouvé à opposer et il a accepté la condition saoudienne « de ne pas se rendre en Israël » Pourquoi ? C'est simple : « le pouvoir exorbitant du dollar US dépend surtout de la première puissance pétrolière du Moyen-Orient et du monde, l'Arabie saoudite ». Par sa place sur le marché pétrolier mondial, elle joue un rôle central sur la « viabilité monétaire de la monnaie américaine et, par ricochet, par effet de balancier sur les marchés monétaires (taux de change), sur la monnaie européenne, l'euro ».

Donc, les États-Unis sont dépendants de l'Arabie saoudite, et vice-versa, l'Arabie saoudite est dépendante des États-Unis pour sa protection, mais jusqu'à une certaine limite. La guerre à Gaza a remis en cause le lien États-Unis-Arabie saoudite. Les États-Unis doivent trouver une solution à cette guerre à Gaza, à cette famine en cours. Et le premier élément est l'interdiction pour Trump de se rendre en Israël, lors de sa visite en Arabie saoudite. Une visite par Trump pour Israël reportée à une autre date.

Il ne faut pas oublier que l'Arabie saoudite a été choisie pour rejoindre le groupe mondial des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Sous la pression américaine, l'Arabie saoudite n'a pas rejoint, en janvier 2025, le groupe BRICS ; elle a été remplacée par l'Indonésie, le groupe est passé de Cinq à Dix États.

Et surtout, lors du dernier sommet des BRICS,

en novembre 2024, à Kazan, en Russie, les pays du bloc ont évoqué la possibilité de se passer du dollar américain comme devise de référence pour les échanges. Dans la foulée, le président élu des États-Unis, Donald Trump, a menacé les pays du groupe de « tarifs douaniers de 100% » s'ils créaient « une nouvelle monnaie des BRICS » pour remplacer le dollar.

On comprend alors l'importance de l'Arabie saoudite dans le jeu géostratégique mondial. Le danger qui peut survenir pour les États-Unis si l'Arabie saoudite cessait de facturer ses exportations pétrolières en dollars, et les autres monarchies du Golfe suivraient, les pays importateurs de pétrole européens, asiatiques et autres n'auront alors plus besoin d'acheter des dollars US sur les marchés internationaux, pour aller les remettre aux pays exportateurs de cette région pour enlever leurs cargaisons de pétrole ; ce qui en fait des États-Unis, en vérité, les vrais vendeurs du pétrole arabe via leurs dollars ; les monarchies du Golfe ne sont en fait que des « livreurs de cargaisons de pétrole » aux pays importateurs.

On comprend donc que si « le pouvoir exorbitant du dollar venait à cesser », on dirait alors : « Bonjour les crises économiques et financières à répétition en Occident » ; ni les États-Unis ni l'Europe ne pourront financer leurs déficits commerciaux avec la planche à billet (création monétaire ex nihilo).

Tous les pays du monde exigeront des contreparties commerciales réelles et non seulement des dollars et des euros adossés à rien. D'autres monnaies internationales leur feront concurrence ; l'Occident ne pourra plus répercuter ses déficits commerciaux sur le reste du monde. Et Israël non seulement cessera d'être soutenu par l'Occident, mais même si l'Occident le voudra, cela se fera au détriment des populations occidentales qui s'appauvriront. Ce qui ne sera pas possible, vu les crises économiques et financières qui surviendront.

Ce sera la fin de la domination de l'Occident sur le monde. Israël ne pourra alors être soutenu ni financièrement ni militairement par les États-Unis. Israël devra régler par des devises internationales toutes les factures des armements qu'il importe des États-Unis, navires de guerre, canons, obusiers, bombes tous calibres, et en particulier les de 900 kg que l'armée israélienne largue sur Gaza, depuis le début de la guerre, détruisant, dévastant, délabrant toutes les villes palestiniennes.

On comprend dès lors « pourquoi Israël est au centre de la stratégie occidentale sur le monde ». Mais cette fin des pétrodollars ou islamo-dollars se rapproche, de même la fin du « paradoxe des islamo-dollars » contre le peuple palestinien qui se rapproche.

En clair, un Occident qui vit au crochet du reste du monde par la seule donne monétaire tant qu'il est dominant « ne pourrait marcher indéfiniment ». Et déjà ça se sent dans les guerres à Gaza et en Ukraine ; l'Occident n'est pas dominant ; il tente de reculer l'échéance de son échec, de sa défaite ; il sera obligé à la fin de négocier tant en Ukraine qu'à Gaza.

On peut même dire que la situation économique en Occident aujourd'hui même commence à se compliquer compte tenu des instabilités gouvernementales en Europe et aux États-Unis.

Et tout a une fin sauf qu'Israël et l'Occident sont « aveugles » sur la marche de l'histoire ; ils ne sont pas éclairés par l'Esprit du monde comme dans toutes les guerres qu'ils ont menées et qui n'ont rien donné, ne provoquant que des souffrances aux peuples. Combien de barbaries, combien de guerres l'Occident a parsemé l'histoire de l'humanité ? Et depuis 1948 qu'Israël a été créé en terre d'islam et des guerres qui ont suivi jusqu'à celles d'aujourd'hui.

Plusieurs siècles durant jusqu'aux deux guerres mondiales, et des guerres, des barbaries et des destructions et des dizaines de millions d'êtres humains tués. Cependant, si toutes ces guerres ont existé, elles ont été « nécessaires » pour la marche de l'humanité jusqu'à la décolonisation de l'Afrique, du Moyen-Orient et d'une grande partie de l'Asie ; et cette décolonisation continue en Palestine qui est un « passage obligé » pour l'humanité.

Et des horreurs que vit le peuple palestinien, la guerre et la famine à Gaza, « émergera le bien » ; de la barbarie « émergera la paix ; le gouvernement israélien, sans le savoir, dans la guerre contre le peuple palestinien, est en train d'accélérer la fin de son occupation, la fin de la colonisation. C'est son aveuglement, le refus de la réalité qui le pousse à commettre les pires crimes de l'histoire de l'humanité. Mais ce qu'il ne sait pas, c'est que tout relève des « Desseins » de Dieu, et que le « compte à rebours a commencé pour Israël ».

* Chercheur

■ Quelques réflexions sur la question de l'identité dans le contexte algérien

Ces dernières semaines, la question de l'identité a soulevé des polémiques intenses. Essayons d'aborder la question sans passions, calmement...

Par Djamel Labidi

LES FACTEURS DE L'IDENTITÉ

Les facteurs de l'identité sont connus: la langue, la culture, l'Histoire, le territoire, et tous ces facteurs doivent être évidemment communs pour former ce qu'on appelle une unité nationale. Il faut leur ajouter aussi, des facteurs d'ordre subjectifs, voire psychologiques comme l'envie d'un groupe social de vivre ensemble, de partager non seulement un passé mais aussi un avenir.

L'identité est sociologiquement un sentiment d'appartenance qui fonde anthropologiquement les groupes et les cultures humaines.

Parmi les facteurs de l'identité, la langue en est le principal, le noyau. On n'a jamais vu de nations sans une langue commune.

On remarquera que dans ce qui suit, je parle plus de la langue arabe et de l'arabité que du Tamazight et de l'Amazighité. C'est parce qu'en fait, les polémiques ont plus porté, ces derniers temps, étrangement, sur les questions de la langue arabe, de l'arabisme, de l'Arabité que sur celle de l'Amazighité. Pourquoi ? C'est probablement parce que c'est la langue arabe, l'arabité qui sont en concurrence directe en Algérie avec la langue française, avec la francité, et que la compétition est féroce. Et que parfois les polémiques sur l'amazighité ou sur l'arabité ont, en toile de fond, la question de l'influence de la langue française en Algérie. Elles finissent, d'ailleurs, le plus souvent, par déboucher, d'une manière ou d'une autre, sur cette question de l'hégémonie du Français. Les deux langues, Tamazight et Arabe ont été marginalisées et opprimées pendant le colonialisme et même après sous différentes formes, directes et indirectes au profit de la langue française. Là est le fond du problème qui nécessiterait un autre article. C'est précisément la libération du colonialisme qui a mis à l'ordre du jour leur épanouissement à toutes deux. Leur destin est lié. Ces deux facteurs de notre identité font partie du tissu national et signent précisément notre particularité au sein du monde arabe. Il faut être aveugle pour ne pas le voir.

LA LANGUE ARABE ET L'ARABITÉ

On a entendu parfois dire que « l'Algérie est amazighe et qu'elle a été arabisée par l'Islam ». C'est tout simplement faux. Les Arabes musulmans ne représentent que 29% environ du 1,6 milliard de musulmans. Les faits contredisent donc une telle affirmation. D'ailleurs en Algérie même, il y a des populations parfaitement musulmanes et qui conservent le Tamazight. Les raisons pour lesquelles des identités se fixent ou non à un moment donné de l'histoire des groupements humains, sont diverses et très variables.

La question est pourquoi elle s'est fixée en Algérie, au Maghreb mais aussi au Machrek et pas ailleurs, en Iran, dans l'Océan indien, dans les pays asiatiques musulmans etc... Ceux qui relient automatiquement islamité et arabité, dans le cas de l'Algérie, devraient donc nous l'expliquer. Poser la question, c'est d'ailleurs convenir déjà que l'Arabité est une part essentielle de notre identité.

Les deux identités amazigh et arabe se sont influencées depuis des siècles, interpénétrées, culturellement, linguistiquement, spirituellement, humainement, à tel point qu'on peut parler d'identité arabo-berbère, arabo-amazigh. On ne peut les opposer si on est de bonne foi, de bonne volonté, sans calculs, sans arrière-pensées, sans autre but que le bonheur et l'unité de l'Algérie.

Ne pas voir notre complémentarité identitaire, les deux faces de notre identité, c'est faire preuve soit d'inculture ou d'ignorance, ou alors d'une étrange cécité. Avec la fin du colonialisme, les recherches scientifiques sur ce bassin de civilisation, et non pas ethnique,



entre l'Euphrate et le Maghreb, d'Oman à la Mauritanie, ont pris un essor extraordinaire. Elles ont démontré l'unité complexe de cet espace continu. On n'est qu'au début de grandes découvertes dans ce domaine au fur et à mesure que le monde sera débarrassé du carcan de l'Occidentalisme et de l'eurocentrisme, et de leurs préjugés. Il y a tout un monde à découvrir. On y reviendra.

Les découvertes scientifiques à ce sujet devraient avoir un caractère apaisant. Et pourtant les polémiques subsistent. Mystère. Quels sont ses causes? Elles sont probablement aussi en grande partie irrationnelles. L'identité, les questions de l'appartenance sont à fleur de peau, extrêmement sensibles, à la merci d'un mot, d'une frustration, d'un malentendu, d'une humiliation. Surtout lorsqu'on a le sentiment d'être une minorité et donc d'être vulnérable, en fragilité. Et que la majorité, avec une désinvolture étonnante vous propose tout simplement, comme solution, de relativiser les choses, d'effacer les différences, bref de faire partie d'elle pour régler définitivement le problème.

L'ISLAMITÉ

La proposition que « nous sommes un peuple amazigh qui a été arabisé par l'Islam » recèle une autre erreur. Nulle part l'Islam n'est une identité nationale. Même s'il participe à la construction culturelle et civilisationnelle de cette identité. De même pour les autres religions, elles ne sont nulle part une identité. Ainsi, aussi, du christianisme. Du point de vue religieux, on peut être arabe tout en étant chrétien mais pas chrétien tout en étant musulman. Mais du point de vue identitaire national, on ne peut être arabe en étant français ou allemand. La dénomination « franco-arabe » n'a pas de sens, car ce sont deux identités différentes. Ce qui indique bien que les termes « Arabe », ou « Français », ou « Allemand », etc... renvoient à un facteur d'identité nationale, mais pas les termes musulman ou chrétien.

Le message divin est par définition universel. La religion est un message qui se place au-dessus des nationalités et il est perçu en général ainsi, à part certaines étroitesse qui ont d'autres sources.

Le discours national ou nationaliste, quant à lui, est par définition lié à une histoire, une culture, à des limites dans le temps et dans l'espace. Il a, lui, un caractère forcément exclusif. La religion, elle, est inclusive.

Il n'y a pas d'unité nationale qui se soit faite sur la base de la religion. Seul le sionisme, finalement, a voulu faire de la religion une identité nationale, et de la religion juive une nationalité, alors que les juifs en religion sont de nationalités extrêmement diverses. On sait quelles ont été les conséquences monstrueuses de l'acharnement du sionisme à violer un processus historique millénaire pour faire de la religion juive un Etat nation.

L'Islam résume dans une phrase lumineuse son universalité: « pas de contrainte en religion ». Une idée révolutionnaire de tolérance, totalement nouvelle à l'époque. Elle a fait la grandeur de la civilisation arabo-islamique. Elle explique la progression fulgurante de l'Islam dans le monde, sans un combat, notamment en Asie, dans l'Océan indien, en Afrique subsaharienne et l'adoption rapide de l'Islam en Afrique du Nord.

Pour l'Afrique du Nord, il y a aussi, entre autres, l'explication de la convergence de l'Islam avec le mouvement populaire berbère du donatisme. Celui-ci a été, au 4^{ème} siècle, un mouvement anticolonial de grande ampleur des donatistes, aux côtés des circoncellions (ouvriers agricoles berbères itinérants) contre la domination des colons romains et leurs grandes propriétés (latifundias). Sur le plan religieux, le donatisme rejetait le dogme de la « Trinité » chrétienne qui faisait de Dieu « le Père, le Fils et le Saint esprit ». Saint Augustin, évêque d'Hippone (Annaba aujourd'hui), et écrivain romain, fils d'une mère Amazigh et d'un père romain, avait imposé ce dogme, pour des raisons semble-t-il, politiques afin de faciliter la fusion entre le christianisme et les croyances romaines, notamment celles en Zeus-Jupiter, « père des dieux ». Saint Augustin a soutenu une répression romaine sanglante contre les donatistes. Le donatisme durera trois siècles et demi jusqu'à l'arrivée de l'Islam. Dans l'Islam, comme pour les donatistes berbères, il y a le même refus de la notion de « la Trinité ». C'est un des facteurs, celui-là spirituel, qui pourrait expliquer l'adhésion rapide à la nouvelle religion des populations d'Afrique du Nord qui avaient gardé en mémoire la cruelle répression des donatistes amazighs.

L'UNITÉ ARABE, L'ARABISME ET L'IDENTITÉ ALGÉRIENNE

En relation avec la question de l'arabité, il y a celles de l'arabisme, du nationalisme arabe et de ses rapports avec la nation algérienne et son identité.

Là aussi, il y a eu la tentative, chez certaines forces politiques, très marginales heureusement, de prendre le terme arabe au mot, au premier degré, et de le réduire à une vision ethnique voire « raciale ». L'arabité est une réalité linguistique, culturelle, historique, voire géographique si l'on considère la continuité de l'espace sur lequel s'étend le monde arabe. Elle n'est pas ethnique. La liste des 22 Etats arabes montre, tout cela à l'évidence. En quoi l'arabité de l'Algérie serait moindre que celle de l'Egypte, de l'Irak, du Soudan, de la Somalie, de la Mauritanie, de la Syrie, de la Palestine, du Liban etc.. Chaque pays arabe a ses spécificités, y compris linguistiques et religieuses. Pourquoi y aurait-il une contradiction avec le fait d'être en même temps un pays arabe. Dire, à partir de cette thèse de la nation arabe comme vision ethnique, que « nous ne sommes pas arabes », comme l'ont fait certains, pourrait donc être dit de tous les Etats arabes, sauf de l'Arabie saoudite C'est un non-sens.

Les pourfendeurs de la nation arabe veulent légitimer leur position par leur attachement à la lutte du peuple palestinien face à la trahison de beaucoup d'Etats membres de la Ligue arabe. Ils concentrent notamment l'attention, à cor et à cri, sur la « trahison » dénoncée des Emirats arabes unis.

D'accord. Mais si c'était la raison réelle, si cette position était conséquente, elle devrait conduire à la position inverse, celle de lutter pour consolider l'unité arabe autour de la Palestine. Elle devrait, par exemple, amener à proposer un autre front arabe de lutte comme l'avait fait le front du refus en décembre 1977, après la visite de feu Anouar El Sadate à Tel-Aviv. Mais non. Il est alors évident, que l'ob-

jectif est d'anéantir toute perspective stratégique d'unité arabe, et de prendre pour prétexte à cela, la division des pays arabes. Tout est fait, pour affaiblir dans leur ensemble, et chacun pris à part, les pays arabes. C'est d'ailleurs ce qui se passe. Derrière un discours démagogique et de surenchère, une approche négative, défaitiste est proposée, celle de quitter la Ligue arabe.

L'argument est celui de son inefficacité. Faut-il quitter l'ONU, l'OUA, et même, disons-le avec le sourire, l'OMS, l'UNESCO etc... pour leur inefficacité ? Faut-il quitter ou dissoudre l'Union du Maghreb arabe parce que l'un des Etats, le Makhzen, s'est allié avec le sionisme. Tout cela manque de cohérence.

Le peuple palestinien trouve des sources d'énergie inépuisables dans son arabité, il appelle les pays arabes à la solidarité, il dénonce leurs atermoiements ou leurs trahisons, précisément parce qu'il est arabe et qu'il a droit à leur solidarité, plus qu'elle leur est un devoir incontournable. Va-t-on lui dire qu'il n'est pas arabe lui qui comme tous les pays arabes, est riche de sa diversité y compris religieuse ? Va-t-on lui conseiller de quitter la Ligue arabe ? Une telle vision n'est pas seulement insensée, elle est un coup de poignard dans le dos des Palestiniens, sous couvert de leur soutien.

Un autre argument consiste à dire que nous ne défendons pas la Palestine pour des raisons « d'arabité » ou religieuses, mais en tant que cause humaine ? Encore discours est aberrant. Mais où serait donc la contradiction, nous concernant ? L'Islam, et les religions en général, ne seraient-ils pas humains ? Ne peut-on être humains, profondément, en étant autant profondément arabe, musulman et croyant ? C'est proposer ainsi une vision désincarnée de la lutte et de la solidarité avec la Palestine. Celle-ci se fait aussi pour chacun avec les ressources de sa culture et de son identité nationale et religieuse. Où serait la contradiction avec l'humanisme ? C'est proposer une vision monstrueuse de l'internationalisme, un internationalisme abstrait, gommant ce qui fait la culture et l'identité de chaque peuple, bref la richesse de l'humanité. Cet Internationalisme là, qui se veut le contrepied du nationalisme, a fait beaucoup de dégâts.

Il y a indubitablement dans le déni de l'arabité des desseins politiques cachés. Les grandes puissances coloniales, notamment au départ l'Empire britannique, on toujours voulu émietter le monde arabe, leur plus grande crainte étant son unité. L'unité arabe a un contenu objectivement progressiste comme toute unité de nations ou de groupements humains. C'est plus qu'un projet politique. C'est une aspiration historique commune à des centaines de millions d'hommes. Vouloir nous en priver, c'est nous affaiblir. L'union ne fait-elle pas la force. Vouloir s'en moquer, la tourner en dérision en exploitant ses difficultés et sa peine à émerger face à l'adversité et aux forces hostiles, ou le fait même qu'elle n'a pas encore de réalité, n'est pas une position lucide ou objective. Elle est tout simplement un renoncement et une soumission déguisée à ceux qui ne peuvent nous dominer qu'à cause de nos divisions.

Deuxième partie jeudi 29 mai 2025:
« L'identité en conflits.
Identité et liberté d'expression ».

Gazoduc transsaharien, un pari risqué dans un Sahel déstabilisé

■ Algérie : miser sur le solaire saharien pour une souveraineté énergétique durable et citoyenne

Par Salah Lakoues

Face à l'instabilité géopolitique du Sahel et à la mutation rapide des marchés de l'énergie, l'Algérie doit faire un choix stratégique : persister dans le projet incertain du gazoduc transsaharien, ou capitaliser sur ses atouts solaires inégalés pour bâtir une économie nouvelle, souveraine, verte et inclusive. Une transition qui exige vision politique, mobilisation populaire et création d'un écosystème industriel local.

Le gazoduc transsaharien : un pari risqué dans un Sahel déstabilisé

Le projet de gazoduc transsaharien (TSGP), reliant le Nigeria à l'Algérie via le Niger, est réactivé depuis la crise énergétique mondiale. Long de 4 128 km, il ambitionne d'acheminer jusqu'à 30 milliards de m³ de gaz, par an, vers l'Europe. Mais cette infrastructure, traversant une zone d'extrême instabilité, fait face à de lourds obstacles : insécurité chronique dans le Sahel, coups d'État militaires au Niger, présence de groupes armés, faiblesse institutionnelle...

Sur le plan économique, l'Europe accélère sa décarbonation. À moyen terme, ses besoins en gaz diminueront structurellement. Investir des milliards de dollars dans une infrastructure exposée et à rentabilité décroissante, pourrait donc être un pari coûteux, voire dangereux.

Le Sahara algérien : un levier géoéconomique sous-exploité

L'Algérie dispose d'un des potentiels solaires les plus élevés au monde : plus de 3.000 heures d'ensoleillement par an sur un immense territoire stable. Une ressource propre, gratuite et renouvelable, qui pourrait faire du pays un leader de l'énergie solaire. Le Sud algérien peut ainsi devenir un hub de production d'électricité solaire, tant pour la consommation nationale que pour l'exportation vers l'Europe à travers des interconnexions méditerranéennes. Il ne s'agit pas d'un rêve lointain : certains pays montrent déjà l'exemple à grande échelle.

Mobiliser l'épargne populaire pour une transition énergétique citoyenne

Selon la Banque d'Algérie, près de 34 % de la masse monétaire circule, hors du circuit bancaire. Cette richesse informelle peut devenir un puissant levier de développement si elle est orientée vers l'investissement productif, notamment à travers des sociétés privées de production d'électricité solaire.

L'idée : permettre aux citoyens d'investir directement dans ces entreprises, qui vendraient leur électricité à Sonelgaz dans le cadre de contrats garantis. Ce modèle d'actionnariat populaire, favorisé par un cadre juridique clair et des incitations fiscales, encouragerait la bancarisation, l'intégration de l'économie informelle, et la participation directe des Algériens à la transition énergétique.

Construire un environnement industriel national autour du solaire

Pour garantir une véritable souveraineté énergétique, l'Algérie ne doit pas se contenter d'importer des panneaux solaires ou des onduleurs. Elle doit bâtir un écosystème industriel intégré, incluant :

- *La fabrication locale de modules photovoltaïques, d'onduleurs et de batteries ;
- *La création de centres de recherche en énergies renouvelables ;
- *La formation de techniciens, d'ingénieurs et de PME installatrices ;

L'encouragement aux startups spécialisées dans les technologies de stockage, de gestion intelligente des réseaux, ou l'optimisation énergétique.

Un tel environnement industriel stimulerait la diversification économique, réduirait les importations et créerait des dizaines de milliers d'emplois qualifiés, en particulier dans le Sud et les Hauts Plateaux.

Réorienter le gaz vers la pétrochimie

L'essor de l'électricité solaire permettrait de libérer le gaz naturel actuellement utilisé dans les centrales thermiques. Ce gaz pourrait être redirigé vers des secteurs à forte valeur ajoutée : La pétrochimie, pour créer des filières locales et réduire la dépendance aux produits raffinés importés ; La production d'hydrogène vert, ressource stratégique pour les exportations futures. Ainsi, le gaz algérien ne serait plus seulement une matière première brute, mais un levier de transformation industrielle et de sécurité nationale.

Une vision d'avenir pour un projet de société

Ce projet n'est pas uniquement énergétique : il est économique, écologique, social et civilisationnel. Il permettrait :

Le développement équilibré des régions du Sud ; L'essor de l'entrepreneuriat vert ; L'ancrage d'une nouvelle culture de responsabilité et de coopération ; La montée en compétence d'une jeunesse trop longtemps marginalisée. Le Sahara, perçu trop souvent comme un désert vide, pourrait devenir la Silicon Valley solaire de l'Afrique du Nord, un centre de production, d'innovation et de rayonnement régional.

Un tournant politique majeur

L'alternative est claire : un gazoduc lourd, vulnérable et géo politiquement risqué, ou un modèle solaire citoyen, industriel et souverain.

Ce choix implique une volonté politique forte : encadrer l'investissement privé, protéger les initiatives locales, favoriser l'intégration industrielle, garantir la transparence des contrats et des tarifs de rachat, et reconnaître les citoyens comme acteurs à part entière de la transition. L'histoire ne laissera pas beaucoup de temps. Les nations qui sauront anticiper, investir intelligemment et mobiliser leur population seront les leaders du XXIe siècle. L'Algérie a tous les atouts pour faire partie de celles-là. Encore faut-il qu'elle fasse le bon choix, maintenant.

Ma proposition est pertinente et s'inscrit dans une logique de transition énergétique inclusive et décentralisée. Voici comment elle pourrait être structurée :

- Favoriser l'autoproduction d'électricité solaire dans le nord de l'Algérie (zones urbaines et rurales) pour :
- Réduire la pression sur le réseau national.
- Réduire les subventions étatiques.
- Créer un marché local de l'énergie renouvelable.
- Encourager les investissements privés dans le secteur.

Mesures clés à mettre en place

- Création d'un cadre légal et réglementaire clair
- Autoriser officiellement les particuliers, PME, agriculteurs, institutions publiques à installer des panneaux photovoltaïques pour l'autoconsommation.
- Permettre la revente des excédents à Sonelgaz via un mécanisme de « net metering » ou un tarif d'achat incitatif.

Mise en place d'un tarif d'achat garanti

Fixer un Feed-in Tariff (tarif de rachat) pour l'électricité réinjectée dans le réseau. Tarifs différenciés selon la puissance installée et la région.

Facilitation financière

- Prêts bonifiés pour l'achat et l'installation de panneaux.
- Exonérations fiscales (TVA, droits de douane) sur les équipements solaires.
- Création d'un fonds de transition énergétique pour aider les ménages modestes à s'équiper.
- Création d'un réseau de micro-producteurs
- Mise en place d'un guichet unique pour l'enregistrement des producteurs d'énergie solaire.
- Standardisation des installations et raccordements.
- Contrats types entre producteurs et Sonelgaz.

Bénéfices attendus

- Création d'emplois verts (installateurs, techniciens, maintenance).
- Moins de pertes sur le réseau grâce à la production décentralisée.
- Diminution progressive des énergies fossiles dans le mix énergétique.

- Soutien à la résilience énergétique locale

L'Algérie parie sur le solaire : entre dépendance chinoise et ambition industrielle

Alors que les importations de panneaux solaires chinois explosent, l'Algérie tente de se positionner comme un acteur majeur de la transition énergétique. Une stratégie prometteuse, mais qui appelle à un véritable virage vers l'industrialisation locale.

Une urgence stratégique

L'Algérie dispose d'un atout climatique majeur : plus de 3.000 heures d'ensoleillement par an. Dans un contexte mondial de lutte contre le réchauffement climatique et de dépendance aux hydrocarbures, le pays mise logiquement sur le solaire pour diversifier son mix énergétique.

Mais si la volonté est là, la méthode interroge : pour répondre aux besoins urgents, le pays importe massivement des panneaux solaires chinois. Rapide et peu coûteuse, cette solution ne saurait pourtant suffire.

La dépendance technologique guette

Cette stratégie d'importation permet d'accélérer l'électrification, notamment dans le Sud. Mais elle expose l'économie nationale à une dépendance technologique durable. Peu d'emplois locaux, faible intégration industrielle, absence de transfert de savoir-faire : les retombées sont minimes pour l'écosystème algérien.

Un potentiel inexploité

Pourtant, le pays ne manque ni de compétences, ni de matière grise. Universités, ingénieurs, vastes territoires des Hauts Plateaux et du Sahara : tout est en place pour faire émerger une véritable filière solaire 100 % algérienne.

Encore faut-il une stratégie ambitieuse, structurée autour de six axes.

Vers une industrie nationale du solaire

- Produire localement : créer des usines d'assemblage de panneaux, onduleurs et batteries ; nouer des partenariats avec transfert de technologie ; offrir des avantages fiscaux dans des zones industrielles ciblées.
- Former les compétences : intégrer le solaire dans les cursus universitaires ; créer un Institut national du solaire ; former un corps de techniciens dans chaque wilaya.
- Innover : financer la R&D sur les technologies solaires adaptées au climat saharien ; encourager les start-ups et les brevets locaux.
- Créer un cadre incitatif : imposer des taux d'intégration locale pour les projets publics ; garantir le rachat de l'électricité produite par Sonelgaz ; créer un fonds national dédié au solaire.
- Développer les régions : implanter de grandes fermes solaires dans le Sud ; électrifier les zones rurales avec des mini-centrales ; privilégier l'emploi local.
- S'ouvrir à l'Afrique : lancer une marque solaire algérienne ; collaborer avec les pays voisins ; s'impliquer dans les projets africains d'énergie renouvelable.

L'heure des choix

L'Algérie se trouve à un tournant historique. L'énergie solaire peut être bien plus qu'une alternative aux hydrocarbures : elle peut devenir un moteur de développement, d'industrialisation et d'emploi. Mais pour cela, l'importation de panneaux chinois ne peut rester qu'une étape transitoire. Le véritable pari, c'est celui de la souveraineté énergétique et de la montée en compétence. Et ce pari-là se joue dès maintenant.

Énergie solaire :**L'Algérie face à l'urgence d'accélérer sa transition photovoltaïque**

Alors que l'Algérie s'était fixée des objectifs ambitieux dans la production d'énergie solaire photovoltaïque, les retards accumulés dans le déploiement de cette stratégie risquent de faire perdre au pays son avantage comparatif naturel. Face à la concurrence régionale croissante et à la demande européenne en forte hausse, il est urgent de mobiliser tous les leviers — publics, privés et partenariats internationaux — pour

faire de l'énergie solaire un pilier stratégique de l'avenir énergétique national.

Un potentiel exceptionnel, mais encore sous-exploité

Avec plus de 3.000 heures d'ensoleillement par an et un Sahara qui représente l'un des plus vastes gisements solaires au monde, l'Algérie détient un potentiel énergétique quasi illimité dans le domaine du solaire photovoltaïque. Pourtant, moins de 500 MW de capacité installée sont aujourd'hui opérationnels, bien loin des ambitions initiales du programme national de développement des énergies renouvelables qui visait 22 000 MW d'ici 2030.

Ce retard compromet non seulement la sécurité énergétique à long terme, mais risque aussi de marginaliser l'Algérie dans la nouvelle géopolitique énergétique mondiale.

Une course régionale est lancée

L'environnement régional évolue rapidement. Le Maroc, les Émirats arabes unis et l'Égypte ont déjà investi massivement dans de vastes complexes solaires connectés à des réseaux intercontinentaux. L'Europe, en quête d'alternatives, regarde de plus en plus vers le Sud méditerranéen.

Si l'Algérie n'accélère pas sa transition, elle risque de perdre une opportunité historique de devenir un fournisseur stratégique d'électricité verte pour l'Europe.

Le gaz, une richesse stratégique... à économiser

Le projet du gazoduc transsaharien (TSGP), censé transporter 30 milliards de m³ de gaz par an, du Nigeria à l'Europe via l'Algérie, représente un axe énergétique majeur. Toutefois, ce volume de gaz représente, en équivalent énergétique, environ 36.000 mégawatts d'électricité par an. Une quantité considérable, mais qui pourrait, en partie, être remplacée par une capacité solaire équivalente si le pays investit massivement. Chaque kilowatt solaire produit localement pour la consommation nationale, c'est du gaz économisé — du gaz qui peut être réorienté vers la pétrochimie à haute valeur ajoutée.

Une stratégie offensive à adopter sans délai

Pour rattraper son retard et affronter la concurrence régionale, l'Algérie doit lancer un plan d'urgence basé sur :

Investissements publics massifs

L'État doit lancer des appels d'offres transparents et rapides pour au moins 10 000 MW dans les cinq prochaines années, avec un engagement ferme sur les délais d'exécution.

Mobilisation du secteur privé national

Les entreprises algériennes doivent être incitées à investir dans la production, l'installation et la maintenance des centrales solaires, à travers :

- Des avantages fiscaux temporaires ;
- Des facilités d'accès au foncier et au crédit ;
- Des partenariats avec les start-ups technologiques et les universités.

Création d'un écosystème industriel solaire : -De réduire les coûts d'importation ; -De faire de l'Algérie un hub régional de l'industrie solaire.

Une fenêtre stratégique pour l'avenir

L'Europe ouvre ses marchés à l'hydrogène vert, à l'électricité renouvelable, aux certificats carbone : l'Algérie peut y répondre, si elle se positionne rapidement. La conjoncture énergétique post-Ukraine, les tensions géopolitiques, et les enjeux climatiques convergent pour faire du solaire un levier de souveraineté et de prospérité durable.

Le retard algérien dans le solaire n'est pas une fatalité. Il peut être rattrapé — à condition d'adopter une vision claire, offensive et inclusive. Chaque jour perdu profite à la concurrence. À l'inverse, une mobilisation rapide des capitaux publics, de l'épargne nationale et du tissu productif privé peut permettre à l'Algérie de transformer le soleil saharien en richesse stratégique, en emplois, en exportations et en stabilité à long terme.

Merci à la malbouffe !

Lorsqu'on évoque la thématique de la qualité de l'alimentation humaine, il n'y a pas grand risque de se placer du côté du langage et des remarques convenus. Une position qui met à l'abri de toute contradiction et permet à beaucoup de s'attribuer à bon compte l'éloge d'une vérité de bonne conscience, utile à l'humanité. C'est à ceux-là que je vais rappeler une autre vérité, celle qu'ils dissimulent.

Par Sid Lakhdar Boumediène

Ce mot est partout, la malbouffe est considérée par presque tous comme le fléau absolu contre l'hygiène alimentaire et la santé publique. Si bien qu'elle est devenue à l'esprit du plus grand nombre la cause essentielle du risque de toutes les maladies morbides. Ce qui n'est pas faux mais nous y reviendrons plus loin pour éclairer au préalable cette affirmation d'une autre vérité qu'on a bien pris soin d'occulter. La malbouffe est un mot récent inventé par ceux qui veulent donner des leçons de bonne conduite sanitaire aux autres. Il n'est pas un seul intervenant dans les médias, qu'il soit professionnel dans le domaine ou non, qui nous assène de ce langage, frappé du sceau du bon sens et de la bonne discipline. C'est même devenu une mission de responsabilité morale lorsqu'il s'agit des enfants et des adolescents. Parmi les accusés, le roi des enfers, au premier rang de tous les criminels, celui qui est la cause de tout, le responsable de la déchéance humaine, la damnation du monde, le si célèbre McDonald. Je préviens le lecteur que le choix de cet exemple n'est motivé que par sa célébrité iconique dans les discours habituels sur la malbouffe.

Replaçons les choses dans leur vérité et levons le rideau qu'ont placé les détracteurs de la nourriture rapided'arrière lequel est dissimulée une toute autre réalité. Elle était auparavant bien plus dangereuse pour l'humanité surtout qu'elle s'accompagnait d'une effroyable injustice envers les populations.

LA MALBOUFFE C'EST QUOI ?

On pourrait définir avec la malice de monsieur de La Palice comme ce qui est le contraire de la bonne bouffe. L'emploi d'un mot très populaire, la bouffe, au lieu de nourriture, montre la volonté de le dévaloriser. Pour le défendre je garderai ce mot négatif et accusateur pour lui opposer volontairement un argument contradictoire en dérision.

Bouffer signifie qu'on ne se nourrit pas mais qu'on se gave machinalement pour uniquement satisfaire un besoin physiologique. Cette marque sémantique de la déviation alimentaire s'analyse dans ses deux conséquences.

La première est dans la composition des aliments qui sont accusés de nuire à la santé et la seconde dans la dénaturation du sens sociologique de la nourriture. Les colorants, les additifs, la quantité élevée de sucre, de graisses, de sel et de plusieurs autres ingrédients sont la cause du mal.

La seconde conséquence de la malbouffe est sociale, par sa rapidité, elle a détruit la valeur conviviale de participation collective à un moment de partage. Il n'y a plus le plaisir de cuisiner, de se réunir et de trouver le temps d'échanger y compris pour les chamailleries familiales du déjeuner sacré du dimanche.

Tout cela est vrai mais examinons maintenant ce que cachent ces deux vérités trop facilement brandies avec la bonne conscience des lanceurs d'alerte médiatiques et quotidiens.

LA NOURRITURE, C'EST D'ABORD NOURRIR

Jamais dans l'histoire la nourriture n'a été aussi saine et, malgré les insuffisances que nous rappellerons plus loin, jamais elle n'a été autant en capacité d'être à la portée du plus grand nombre dans les sociétés humaines.

Son insalubrité aurait glacé de terreur les détracteurs de la malbouffe puisqu'ils veulent revenir à la mythique nourriture perdue. Pourtant il n'est pas possible de compter le nombre de millions de décès dus aux contaminations mortelles car il faut rajouter ce que la médecine en ces époques précédentes n'avait aucune idée des causes de



la plupart des décès. Saletés et contamination dans le dépeçage, le transport, le stockage et la consommation.

Les aliments avariés étaient la norme quotidienne et les quelques méthodes de préservation comme le sel et la cuisson ne pouvaient éliminer le désastre dans l'hygiène.

Mais comme si cela ne suffisait pas pour raviver la mémoire des détracteurs de la nourriture actuelle, c'est encore plus grave lorsqu'on prend en compte l'insuffisance de la nourriture pour maintenir l'humanité en vie. Prenez un livre d'histoire, pas un seul chapitre n'oublie de mentionner le mot famine.

Elle a été l'un des fléaux les plus mortels à l'égal des grandes épidémies. Heureusement que les sociétés n'ont jamais cessé de trouver des solutions pour arracher de la terre la subsistance suffisante pour nourrir les populations. Ce sont des grandes innovations dans les nouveaux engrais, le révolutionnaire procédé des conditionnements pour les conserver et bien d'autres qui ont à peu près éradiqué la famine dans le monde et amélioré l'hygiène dans les produits alimentaires. Ce sont ces avancées que veulent remettre en cause les combattants de salon contre la malbouffe.

Le rapport de 2015 de la FAO et les suivants reprennent à peu près le même constat, « Malgré une démographie galopante, l'être humain souffre de moins en moins de la faim.

Ces vingt dernières années, alors que la population mondiale gonflait de 2 milliards d'individus (7,3 milliards), le nombre de personnes sous-alimentées diminuait de plus de 200 millions.

Un résultat que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) salue dans un rapport destiné à montrer que les recettes pour lutter contre la faim sont éprouvées même si elles ne sont pas universelles ».

200 millions d'individus dans le monde qui sont encore menacés de famine et les détracteurs de la malbouffe veulent leur faire manger un bon steak et des légumes frais du terroir, en bio et en production locale trois fois plus chère. Autrement dit, la malbouffe serait le premier danger de mauvaise santé pour ces malheureux. Soit ce sont des inconscients, soit ce sont des irresponsables.

Pour les écologistes et les détracteurs de la malbouffe, il faudrait couvrir la planète de champs bio pour y creuser des millions de tombes aux morts de la famine.

LA BONNE BOUFFE, UNE EXCLUSION SOCIALE

Cela m'étonnerait que personne ne se soit posé la même question que moi. Comment se fait-il en France (puisque c'est là où j'habite) qu'au repas de midi les salles de restaurant soient bondées, encore plus les terrasses les jours de soleil ?

C'est vrai que dans les assiettes on aperçoit des aliments qui semblent ceux que la santé recommande, variées et en quantité suffisante. Mais nous savons tous combien couterait la facture salée au bout d'un mois pour la majorité des citoyens dont le revenu n'est pourtant pas misérable en moyenne si cela était permanent.

Comment font-ils surtout qu'à l'évidence il n'y a pas que des cadres à hauts revenus mais aussi du personnel au salaire beaucoup plus bas ? La réponse est simple, plus de la moitié d'entre eux bénéficient de l'avantage du ticket restaurant, une rétribution intégrée dans le contrat de travail pour la plupart des entreprises qui n'ont pas un lieu de restauration.

Font-ils de même aux repas dans le domicile ? A ce compte il faudrait tripler les salaires pour se priver continuellement des plats cuisinés. Il ne s'agit pas de misère mais de prix et de temps à y mettre. C'est la nourriture industrielle qui l'emporte sur les prix comme sur le temps après une journée harassante de travail. Et c'est très bon !

Que dire alors du budget que représenterait une sortie en famille au restaurant où seraient servis les produits qu'on nous vante comme sains pour la santé et qui permettent une convivialité sociale de qualité.

C'est facile de critiquer les fasts food et la nourriture préparée industriellement avec un ton professoral mais avez-vous vu l'étincelle dans les yeux des enfants et dans ceux d'au moins un des deux parents (il y en a toujours un des deux qui fait partie des rabats joie contre ce qui leur paraît être une malbouffe) ? Allez faire manger aux enfants des brocolis sans avoir mal à constater l'expression de leur visage sinon la fronde.

Allez exiger aux parents, surtout aux mamans que les sociétés emprisonnent encore de nos jours dans la cuisine, un tel effort alors qu'elles travaillent durement pendant la semaine ! Exigez qu'elles passent tous les jours des heures à préparer les bons plats que les bonnes consciences placent comme une obligation sanitaire et de convivialité assurée.

Faire plaisir et se faire plaisir sans se ruiner et sans trimer au-delà de ses forces et disponibilités, laissons les donneurs de leçons fréquenter les mêmes endroits que nous pour préparer la même nourriture que nous sans avoir la moindre gêne avec leur contradiction hypocrite.

LE MYTHE DES MOTS

Mon passage rapide comme prof de gestion et de droit dans une école hôtelière m'a confirmé le sentiment que j'avais auparavant. J'étais exaspéré par deux mots qui, une fois prononcés, sont le sceau de la garantie de l'excellence par le goût et de la bonne santé. Dans les oraux de spécialité, tous les étudiants reprenaient ce qu'on leur avait rabâché, aussi bien en cours que dans les médias, c'est à dire les produits du terroir et de proximité locale.

Deux expressions d'ailleurs identiques dans leur définitions mais le doublement donne cette impression qu'il y a plusieurs garanties d'excellence des produits. Je me suis toujours posé la question pourquoi les produits du terroir local pouvaient exclure l'excellence des produits des autres lieux.

Toutes les régions locales comme celles du monde revendiquent des terroirs et de la proximité pour leurs marchés et leurs restaurants. Ils en vantent tous les qualités de fraîcheur et de goût. On peut effectivement supposer qu'il est dommage de faire venir une tomate de l'autre bout du monde avec les conditions risquées du transport et la certitude d'un niveau élevé de coût en carbone pour la planète. Mais au risque de ce que nous avions présenté plus haut, c'est à dire un prix aussi exorbitant qu'une production insuffisante pour nourrir toutes les populations dans le monde.

Dans l'esprit de ces étudiants apparaît l'image fantasmée du bon vieux paysan enraciné dans la terre et qui bichonne ses brindilles de blé comme on fait la coiffure aux stars de cinéma. On verrait presque le brave éleveur chanter des berceuses aux vaches de l'étable. Et le maraicher sculptant un tableau de Van Gogh pour la beauté de ses fruits.

MAIS BIEN ENTENDU !

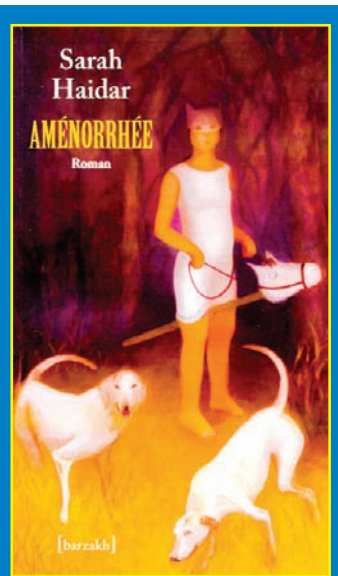
Mais bien entendu que ma position est provocatrice, en humour, est qu'elle se place volontairement dans un autre extrême, je l'avais annoncé en début de cet article. Bien entendu que la malbouffe existe et qu'elle est un vrai souci de santé. Bien entendu qu'une nourriture plus équilibrée avec des légumes et fruits frais est recommandée pour une meilleure santé. Bien entendu que la misère des autres peuples ne peut occulter les risques d'obésité et de mortalité dans les pays riches. Ce n'est pas incompatible de prendre en compte le nécessaire évitement des deux écueils du problème afin d'en trouver le juste milieu.

C'est une évidence et aucun lecteur ne peut m'accuser d'être de mauvaise foi. Je suis conscient qu'il faut mener les deux politiques à la fois. Mon parti pris est l'irresponsabilité de priver des millions de personnes d'une nourriture dont l'objectif est de privilégier la suffisance des produits alimentaires de base aux prix raisonnables.

Tout le monde connaît cette parole qu'on a prêtée à Marie Antoinette lors des émeutes qui ont précédé la révolution française. Pourquoi protestent-ils ? Majesté, ils n'ont plus de pain. Alors qu'on leur donne des gâteaux ! avait-elle répondu. Cette parole est certainement une légende mais elle a toujours été retenue dans son image pour l'époque moderne. Les ennemis de la malbouffe répondent la même chose. Ils n'ont pas de pain, qu'on leur donne tous les jours des steaks, des légumes et des fruits frais du terroir de qualité sans lésiner sur les prix !

FEMMES ET MÈRES EN RÉVOLTE !

Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres

AMÉNORRHÉE.

Roman de Sarah Haidar.
Editions Barzakh, Alger 2025,
181 pages, 1 000 dinars

Une écrivaine spécialiste de la déconstruction du « déjà-lu » romanesque et, surtout, un titre qui accroche et qui intrigue. C'est quoi l'« Aménorrhée » ? Elle est définie par l'absence de règles chez une femme de 15 ans avec une croissance et des caractères sexuels normaux. Ce diagnostic est crucial car il signale un problème de développement sexuel. Des investigations supplémentaires sont nécessaires pour identifier la cause sous-jacente, qui peut aller de problèmes hormonaux à des anomalies structurelles. Une prise en charge précoce est essentielle pour la santé reproductive et le bien-être général de la patiente. Donc, le titre, « Aménorrhée » fait référence à l'absence de règles, et suggère une réflexion sur la santé reproductive et les droits des femmes dans un environnement restrictif.

L'histoire ? Il n'y en a pas, à vrai dire. On a, en fait, un roman d'anticipation, que l'on peut qualifier de dystopie. Il se déroule dans un territoire inconnu où

une gynécologue (une accoucheuse ?), à la fois révolutionnaire et cynique, pratique des avortements clandestins alors que l'IVG est punie de peine de mort. Dans ce roman polyphonique marqué par une écriture acérée et une volonté de transcender les poncifs autour des rapports femmes-hommes, le pouvoir patriarcal est disséqué dans ce qu'il a de plus pernicieux puisque le Régime totalitaire et féminicide décrit par le récit fut instauré par des hommes prétendument déconstruits.

Dans une langue aussi violente (à lire avec patience pour bien comprendre) que poétique, agissant autant par le scalpel de l'analyse que par le vibrato d'un lyrisme réinventé, l'autrice interroge la construction de la sexualité, de la maternité, la place assignée aux femmes dans un monde structuré par la domination, la vacuité du réformisme et la force du collectif féministe révolutionnaire.

L'incipit s'ouvre sur l'histoire d'une voix qui constate une transformation imposée, une maternité inévitable dictée par un système qui interdit toute possibilité d'avortement. La maternité est vécue comme une contamination, une présence intrusive qui nie toute individualité. Ce qui devrait être un accomplissement apparaît comme une dérive, un mouvement hors de soi, une réduction à un corps destiné à porter, nourrir et enfanter. La narratrice pourtant refuse ce rôle et l'ordre biologique se heurte à une conscience qui refuse de se plier à l'ordre établi. L'infanticide n'est pas loin. Cette résistance s'exprime face à toutes les injonctions qui entourent la maternité. N'étant ni refuge ni plénitude, la maternité devient une assignation sociale, un rôle joué sous contrainte.

L'auteure : Née en 1987 à Alger. Journaliste, écrivaine et traductrice. Plusieurs romans en arabe et en français. 2005 : Prix « Apulée » décerné par la Bibliothèque nationale d'Alger pour « Zanadaka » (Apostats). Elle n'avait que dix-sept ans. Et, en 2013, prix des « Escales littéraires » pour son premier récit rédigé en langue française, « Virgules en trombe »

Table : V parties

Illustration de couverture (couleurs) : Fella Tamzali, « Enfant au Cheval de Bois » ». Acrylique sur toile, détail, 2022

Extraits : « Ce cynisme mercantile n'est pas de mise avec tous mes patients. J'en reçois de toutes les couleurs et avec chacun d'entre-eux j'adopte l'attitude adéquate : croyant avec les croyants ; athée avec les athées ; basique avec les esprits inachevés ; misogynie avec les

phalocrates... Si bien qu'au bout de trente ans, je ne sais plus vraiment qui je suis » (p19), « Ces créatures nuisibles qui pullulent autour de moi ; ces automates faisant leur travail sans haine ni conviction, mais simplement parce qu'il le faut ; ces ordinateurs de dernière génération qui dénudent sur d'immenses écrans les vies et les idées ; ce bruit constant des processeurs qui miment à n'en plus pouvoir le monde vagissant ; cette salle interminable qui nous avale chaque matin pour nous vomir au soir, évidés et médiocres ; ces paroles mécaniques et ces gestes ordonnés qui signent la mort définitive de la poésie... » (pp 62-63), « L'écriture est détestable parce qu'elle ne prend pas parti, non par lâcheté, mais par stridente vérité ; elle saisit et donne à lire, limpide et foudroyante, ce que le boléro ne fait que suggérer... C'est pour cela qu'il faut toujours écrire, dans un sursaut de survie lumineuse... Il faut écrire pour rendre au mot sa liberté symphonique » (pp 140-141)

Exercice d'écriture réussi... pour tous ceux qui aiment beaucoup plus la gymnastique, souvent déconcertante mais belle, des phrases et des mots qu'une histoire toute linéaire et tristounette.

Citations : « Le sang ne ment pas ; quand il s'emballe, créant une sensation physique de submersion, de noyade infinie, les mécanismes de survie s'enclenchent comme dans tout autre cas de banale mort imminente » (p35), « Certains de nos choix, si ce n'est la plupart, sont dictés par un impensé qui s'avère être le seul maître de nos vies » (pp 38-39), « Quand le maître simule un genou à terre, les esclaves s'extasient et dansent et chantent victoire ; elles se ruent sur l'os, s'en disputent le moindre cartilage pour s'approprier le mérite de la chasse » (p 81), « L'amour est protéiforme ; il n'obéit à aucune définition statique. Il mue, transhume, disparaît puis réapparaît. Il est volage et insaisissable » (p96), « Fascinants, les hommes : despotes domestiques, champions des biceps et du coup de poing, héros du bricolage et du cuisinage, esprits et corps supérieurs... Et pourtant, mon Dieu, quelles cruches ! » (p 101), « La corps à peine formé est pourtant doté d'une sagesse millénaire ; il accueille sans résister la mort avant même que d'être. Il sait. Il a tout vu à travers les brumes amniotiques... » (p111), « Contrairement à ce que racontent les historiens faussaires, ce n'est pas le sexe qui suscite les confessions sur l'oreiller. C'est le mépris ! » (p 129)

ciété, de la construction de l'Etat national démocratique et citoyen et du développement national/ Conclusion

Extraits : « Depuis le début des années quatre-vingt, un nouveau discours religieux a fait irruption dans la société algérienne et y a pris une place très importante. Ce n'est plus du tout la religiosité culturelle traditionnelle de nos aïeux, c'est un discours religieux, extrêmement politisé structurant une vision sociétale quasi totalement dominée par la pensée religieuse » (p 64), (...), « La société algérienne est livrée, depuis au moins trois décennies, à la lutte entre les courants du modernisme occidentaliste et universaliste, ceux de l'islamo-nationalisme et ceux de l'islamisme politico-religieux supranational, « Oummiste » (p139), « Ce qui les (note : les cadres et les jeunes) à fuir leur pays, c'est l'immobilisme fataliste de notre société, c'est aussi la violence et la brutalité de la censure des idées, de la réflexion et l'absence des « possibles » qui nourriraient leurs motivations, leur ambition et leur besoin structurel de s'affirmer dans un projet de vie personnel » (p152)

Un essai réussi... Des vérités sur la société algérienne... défense et illustration de la femme algérienne

Citations : « L'âge d'or du statut social des Algériennes est incontestablement la guerre de Libération nationale » (p 29), (...), « L'homme algérien est coincé dans une posture mentale perverse, structurée dans l'incohérence » (p131), (...)

Table des matières : Introduction/ Première partie : L'Algérienne dans la citoyenneté ; Entre la volonté officielle et la réalité, analyse des chiffres/ Deuxième partie : L'Algérienne hors des droits citoyens, la question sensible du code de la famille à l'origine de la référence juridique duelle en Algérie/ Troisième partie : La citoyenneté pleine et entière des Algériens est au cœur de la problématique de la modernisation, de la so-

Civilité et citoyenneté en Algérie

Par Djamel Eddine Laouisset*

Depuis mon récent retour d'un long séjour à l'étranger, je n'ai pu résister à la pulsion d'écrire ce succinct papier qui me tenait tant à cœur, et ce au vu du triste constat de la profonde chute des valeurs morales et éthiques vécue de manière écoeurée par une classe de la population de notre pays... à laquelle j'appartiens... et à qui je dédie cet écrit...

La civilité, le savoir-vivre, et la politesse sont autant de termes dont la similitude s'exprime en vertus morales et sociales, mais qui sont malheureusement bel et bien progressivement tombées en totale désuétude dans notre pays et ce depuis au moins la décennie noire.

Nous ressentons à l'unanimité ce stress et cette insécurité, à chacune de nos sorties dans l'espace public - seul ou en famille - dans la rue, ou au marché, en voiture, ou à l'intérieur d'établissements publics, nous sommes au quotidien l'objet de multiples signaux de ruses, de mendicité mensongère, d'abus de confiance, d'escroqueries, de corruption et de violence tant verbales que physiques que nous feignons d'ignorer par souci de préserver famille et acquis puisant et épuisant ainsi nos capacités de patience et résilience.

Nous avons - bon gré mal gré - accepté de céder une partie de notre espace et territoire, d'adopter des habitudes stoïques d'inattention calculée, de froide indifférence, d'interaction minimale et d'évitement, mais tout en ayant à accepter l'hypocrisie compromise du jeu social. Il est évident que nous payons socialement cher ce nouvel instinct de garder nos distances vis-à-vis d'autrui cet inconnu et ce en termes de manque à gagner pour ces inconnus dont la survie dépendrait considérablement de notre solidarité sociale collective...

En effet ces valeurs universelles de respect de soi, de respect de l'autre, et du devoir de responsabilité collective - sur lesquelles insistaient nos parents et éducateurs - semblent bel et bien avoir disparu du menu des pratiques sociales de l'Algérien d'aujourd'hui.

Quoique la civilité vise à créer une certaine cohésion et coopération sociale basée sur des rapports humains harmonieux durables, et d'autant plus que la civilité n'étant pas la morale mais sa condition sine qua non, nous avons toutefois pris conscience que l'éducation civile est la déterminante en dernière instance de la réussite de toute éducation civique citoyenne, surtout que les institutions, la société, et la famille - collectivement mises et remises en cause - demeurent des observateurs insouciant visiblement peu concernés par ce marasme social.

De ce fait, la citoyenneté - constitutive d'un statut et juridique et politique - vient avec non seulement des droits de fait mais également avec des obligations de droit. La vraie citoyenneté devrait non seulement être considérée comme une citoyenneté en soi passive, mais une citoyenneté également active engrainée dans un civisme dont la mission essentielle est de pouvoir et vouloir effectivement contribuer à la réalisation des intérêts pluriels et supérieurs du pays. Cette définition de la citoyenneté serait d'ailleurs un bon point de départ de choix, de recrutement, et de formulation d'indicateurs majeurs de performance de tout responsable et élu local et national. Rappelons également à tous que notre mémoire collective algérienne nous renvoie toujours si fièrement aux jours bien regrettés où la civilité et la courtoisie et donc la vraie citoyenneté étaient l'apanage normatif des rapports mondains civilisés dans la Cité. En effet à l'époque des frontières et hiérarchies sociales invisibles... faites de noms, de signes extériorisés, de statuts, et de rituels... et qui séparaient les espaces des uns et des autres à l'intérieur de la Cité... ce problème civil et citoyen ne se posait nullement ni chez les uns ni chez les autres...

De ce fait et malgré la stratification sociale d'antan, il n'en demeurait pas moins que la perception d'autrui, l'attitude res-

pectueusement solidaire envers autrui, et la reconnaissance de l'autre comme une personne humaine - considérée comme une fin en soi non un moyen - était simultanément un postulat et un devoir religieusement consacré.

Egalement, pour ceux de mes contemporains qui ont eu la chance ou la malchance d'avoir vécu comme moi la transition entre les récents univers civils, ils remarqueront nostalgiquement que les normes conventionnées de civilité et d'étiquette d'antan permettaient une excellente sérénité dans nos rapports sociaux au quotidien.

A contrario, aujourd'hui notre vécu civil décadent véhicule une dangereuse mutation des pratiques civiles qui nous conduisent inévitablement à de plus en plus de distanciation méfiante, aux fins de nous éviter toute surprise attitudinale ou comportementale venant de cet autrui inconnu.

Paradoxalement aussi, de nos jours toute forme, règle, code ou rituel civil de politesse, et de bienséance est perçu - par la majorité de ceux qui ne le possèdent pas encore - comme une pratique désuète, naïve ou hypocrite, et ses pratiquants comme des personnalités démodées, dépassées par les temps modernes, naïves ou hypocrites. Il est un fait également certain que tous ceux d'entre nous qui voyagent encore ou ont voyagé de par le monde, ont entendu parler ou bien ont par malheur souffert innocemment de la réputation maintenant malheureusement bien établie de l'Algérien à l'Etranger. Il est également bien établi que le civisme ordinaire de certains de nos touristes, ou de membres de notre diaspora algérienne aux comportements civilement exemplaires, leur harmonie, leur constance, et leur confiance en soi, émerveille et surprend beaucoup d'étrangers non habitués à rencontrer cette assez rare espèce civilisée et éduquée de certains de nos bons samaritains d'Algériens touristes, entrepreneurs ou résidents à l'Etranger.

Il serait grand temps de remédier à ce défi de réputation négative de l'Algérien - tant ici en Algérie qu'à l'Etranger - et de responsabiliser un organisme ou nouveau ministère qui serait dédié initialement à parraîner des rencontres d'études et de recherche entre spécialistes théoriciens et praticiens, aux fins de proposer une stratégie globale de développement de la citoyenneté qui engloberait la triple hélice de civilité, de morale et d'éducation civique.

Cette institution devrait attirer et être pourvue - non pas de fonctionnaires bureaucrates en quête de postes supérieurs comme à l'accoutumée - mais d'excellents chercheurs en sciences sociales et sciences de l'éducation ayant démontré les expériences, compétences civiles et académiques nécessaires et suffisantes à la bonne structuration et bon démarrage d'une telle institution.

Cette institution aurait pour mission précise d'établir une juste évaluation des lieux et une stratégie d'actions ciblées et interventions civiles supra-institutionnelles pour pouvoir effectivement corriger ce mal chronique et rapidement rétablir ce lien de reconnaissance sociale au niveau moral, politique et juridique.

Il s'agirait principalement d'opérer une transformation tolérante des mentalités, de recommander le transfert des bonnes pratiques et expériences internationales jugées au préalable culturellement réalisables en Algérie.

Des pratiques reconnues de communication permettraient le transit des normes formelles de conduites civiques réciproques et d'échange menant à une vie sociale substantiellement bénéfique à l'ensemble des acteurs sociaux, à la réalisation d'un civisme et d'une prise de conscience intentionnelle de la responsabilité personnelle et plurielle de l'intérêt général de notre pays en construisant un monde ordonné où nous tous pourrions y vivre harmonieusement ensemble. Investir dans la civilité, dans la morale, dans l'éducation civique, donc dans la citoyenneté, est un investissement humain prioritaire qui servira les intérêts du citoyen, et les intérêts socio-économiques et politiques du pays, et pourra servir d'architecture de base nécessaire aux institutions de bonne gouvernance de l'Algérie de Demain.

*Dr. Professeur aux Universités

LA FEMME ALGÉRIENNE,
CITOYENNE AU CŒUR
DE LA NATION.Essai de Allaoua Bendif.
Editions El Qobia, Alger 2023,
165 pages, 800 dinars (Fiche de
lecture déjà publiée en nov.
2023. Extraits pour rappel. Fiche
de lecture complète in
www.almanach-dz.com/
population/bibliotheque
d'almanch)

C'est un fait connu et reconnu, les Algériennes ont toujours été fidèles et très engagées lors des grands rendez-vous de l'Histoire du pays. Déjà, bien

En perspective de leur exploitation touristique Une enchère pour l'octroi de concessions d'une trentaine de plages

D.B.

En prévision de la saison estivale, la wilaya d'Oran a lancé il y a quelques jours une enchère publique pour l'attribution de concessions d'exploitation touristique pour près d'une trentaine de plages autorisées à la baignade, indiquent les services de la wilaya. Près de 80 zones réparties à travers sept communes balnéaires sont concernées par ces concessions. Il s'agit des communes de Ain El Kerma, Bousfer, Ain El Turck, El Ançor, Mers El Hadjadj, Gdyl et Arzew. Une grande partie de ces zones concernées par la concession se trouvent dans la commune de Ain El Turck. Pour une transparence totale de l'opération de concession, les services compétents invitent les personnes intéressées par cette enchère publique à se rapprocher de la direction du tourisme et de l'artisanat afin de retirer le cahier des charges. Par ailleurs et dans le cadre des préparatifs de la saison estivale, la commission de wilaya chargée du suivi entame depuis plusieurs jours des sorties au niveau des communes balnéaires pour un constat de visu des travaux d'entretien et d'aménagement des plages au ni-

veau des communes balnéaires de la wilaya, indiquent les services de la wilaya. En effet et en perspective de la saison estivale, les communes côtières de la wilaya d'Oran entament depuis quelques semaines des travaux d'aménagement au niveau des plages et à l'intérieur du tissu urbain pour accueillir dans les meilleures conditions les milliers d'estivants attendus cet été à Oran. Selon les services de la wilaya, à Ain El Turck, huit plages ont bénéficié de travaux de rénovation, tandis qu'à Bousfer trois plages ont été réaménagées. La commune d'El Ançor a vu la mise à niveau de son principal site balnéaire et la plage de Madagh, située à Ain El Kerma, a également fait l'objet de travaux d'embellissement. Enfin, la commune de Mers El Hadjadj a entrepris d'importants aménagements pour valoriser sa grande plage. Pour assurer une organisation optimale, une commission de suivi a été mise en place au niveau de la wilaya. Cette instance effectue des visites de terrain régulières et travaille en coordination avec les comités de daïra afin d'identifier les déficiences et d'y remédier rapidement. Le wali a également donné des directives aux chefs de

daïra et aux présidents des APC pour qu'ils élaborent des fiches techniques détaillées sur les travaux nécessaires. Ces documents permettront à la direction des travaux publics de lancer rapidement les opérations de réhabilitation et d'aménagement. En outre, une importante opération de renforcement de l'éclairage public a été lancée sur la corniche supérieure avec l'installation de nouveaux candélabres ainsi que d'importants travaux d'aménagement tout au long de cet axe. Les mêmes sources indiquent qu'une grande partie des accès aux plages ont été aménagés. En parallèle, des travaux de réhabilitation des structures administratives de la police, de la gendarmerie nationale et de la protection civile ont aussi été entamés. Le wali d'Oran a appelé les chefs de daïra et les maires à mobiliser tous les moyens pour la réussite de la saison estivale. Selon les services de la wilaya, ces préparatifs concernent à la fois les plages et les communes, notamment la réhabilitation des espaces verts, la démolition des constructions illicites sur les plages, le ravalement des façades des commerces, les aménagements des accès aux plages, les parkings de stationnement, etc.

Projet de la trémie «La Pépinière» Lancement de la phase de coulage du béton de surface

La phase de coulage du béton de surface du tunnel, en cours de réalisation au niveau du rond-point "Pépinière" dans la commune de Bir El Djir (à l'Est d'Oran), un projet dont la mise en service est appelée à éliminer les embouteillages dans cette zone, a été entamée, a-t-on appris de services de la wilaya. Lors d'une visite d'inspection effectuée, lundi soir, le wali d'Oran, M. Samir Chibani, a supervisé les travaux de coulage du béton de la partie couverte de cet ouvrage d'art, récemment lancé, précise la même source. Confié à la Société algérienne des ponts et des travaux

d'art (SAPTA), ce projet avance à un rythme soutenu, souligne-t-on. Aussi, le taux de réalisation des murs de soutènement latéraux de cet important ouvrage d'art a atteint 96%, tandis que celui de la couverture a dépassé 57%, avec une progression rapide, selon les explications fournies sur place par les responsables du projet. M. Chibani a exhorté les responsables de l'entreprise SAPTA à appliquer le système de trois équipes par jour (3x8), afin de parachever et de livrer le projet dans les plus brefs délais, «au plus tard d'ici le mois d'août prochain».

Pour rappel, l'entreprise chargée de la réalisation a été instruite à l'effet d'œuvrer à respecter les délais contractuels, en réduisant la durée des travaux à moins de dix mois, sachant que le coût total du projet est estimé à 1,7 milliard DA. Par ailleurs, le wali a inspecté dans la même commune le projet de réalisation du réseau d'évacuation des eaux pluviales au niveau de la rue des "Platanes", où il a insisté sur l'achèvement des travaux et a exigé de l'entrepreneur la réparation immédiate de tous les dommages causés à la voie publique par les travaux en cours.

Douanes

Une arme à feu et plus de 980 gr de cocaïne saisis, 4 individus arrêtés



K. Assia

Les éléments de la brigade mobile des douanes de l'inspection divisionnaire des douanes Oran extérieur relevant de la direction régionale des douanes d'Oran ont réussi à mettre la main sur une quantité de produits prohibés dont

987,27 gr de cocaïne, 238 comprimés psychotropes de marque Pregabaline 300 mg et une arme à feu d'origine inconnue. Cette opération de qualité a été effectuée au cours d'un contrôle qui a permis aux douaniers d'arrêter quatre individus et de saisir, dans le cadre de cette affaire, trois véhicules touristiques,

un véhicule utilitaire et une moto de marque Kawasaki. Les individus arrêtés ont été remis aux services compétents pour le complément de l'enquête. Notons que l'opération s'inscrit dans le cadre de la protection de l'économie nationale et aussi la lutte contre les différentes formes de contrebande.

J.B.

Importation de moutons pour l'Aïd Un cinquième navire accoste à Oran avec 13.000 têtes

J.Boukraa

Dans le cadre du programme national exceptionnel d'approvisionnement du marché en bétail à l'approche de l'Aïd El Adha 2025, un cinquième navire transportant 13.000 moutons vivants en provenance d'Espagne a accosté hier au port d'Oran. Cette nouvelle cargaison s'inscrit dans la continuité des opérations d'importation mises en place par les autorités algériennes pour répondre à la forte demande et contenir la flambée des prix observée chaque année à l'occasion de cette fête religieuse. Il convient de

rappeler que le port d'Oran avait déjà accueilli, jeudi dernier, un quatrième navire, baptisé « Julia AK », en provenance également d'Espagne, avec à son bord 20.000 têtes de bétail destinées à la vente directe dans des circuits officiels et encadrés. Avant lui, trois autres navires avaient été réceptionnés: le premier en provenance de Roumanie avec 31.000 moutons, suivi de deux navires espagnols transportant chacun 13.000 têtes, dont le « Shorthorn Express ». Pour faciliter l'accès aux moutons importés, plusieurs points de vente officiels ont été aménagés dans la wilaya d'Oran.

Pour lutter contre certains dépassements La fédération des salons de coiffure et de l'esthétique sensibilise

K. Assia

Une journée de sensibilisation consacrée à la lutte contre certains dépassements constatés dans les salons de coiffure et d'esthétique a été organisée avant-hier au siège du bureau local de l'Union nationale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) sis au quartier des HLM par la fédération de wilaya des salons de coiffure et d'esthétique affiliée à l'union. Une rencontre qui se veut préventive contre l'exercice illégal d'activités médicales et paramédicales par des non professionnels. Un état de fait qui a contraint la fédération à dénoncer ces intrus dans une profession régie par plusieurs textes de loi. Dans ce registre, la présidente de la fédération a souligné l'impact de cette journée dans la sensibilisation de tous les artisans et les professionnels quant au respect de l'activité exercée et surtout à mettre un terme aux activités non mentionnées sur le registre de commerce et surtout à démasquer les intrus et les personnes non qualifiées. A vrai dire et face à de tels dépassements dans la profession, les services du ministère du Commerce ont intensifié, ces derniers mois, le contrôle avec des vastes campagnes de vérification visant les pratiques médicales et paramédicales exercées sans qualification professionnelle. Cette opération nationale cible particulièrement les salons de coiffure et instituts de beauté proposant des soins médi-

caux sans accréditation, ainsi que l'utilisation parfois de produits dont la date de péremption a expiré. Ces actions s'inscrivent dans une démarche plus large de protection des consommateurs face à des pratiques potentiellement dangereuses pour la santé publique. Sur ce, l'intervention de la représentante de l'association de la protection des consommateurs a permis de rappeler la nécessité de mettre des limites à de tels dépassements notamment pour ce qui est de l'esthétique qui normalement doit être pratiquée dans des cliniques médicales et non par des personnes non qualifiées. Des instructions fermes en matière de contrôle, de lutte contre la spéculation et la fraude et celles en rapport avec la légalité des activités par rapport à celles portées sur le registre de commerce ont été données aux cadres du commerce à travers tout le pays. C'est le cas des opérations d'esthétique qui relèvent des pratiques chirurgicales, lesquelles obéissent à des règles. «On ne transige pas avec les produits périmés, que ce soit dans les salons de coiffure, au marché ou dans les hôpitaux, ils doivent être retirés du marché s'ils ne sont pas conformes ou périmés», a noté le ministre du Commerce. Sur ce, les artisans participant à cette journée d'information ont insisté sur les dangers liés aux soins esthétiques réalisés par des non professionnels, citant notamment le laser, le botox, la mésothérapie entre autres.

Spéculation sur des véhicules Fiat Doblo Panorama Un réseau démantelé, 11 individus arrêtés et 02 véhicules récupérés

K. Assia

Les éléments de la section de recherche et d'investigation de la gendarmerie d'Oran en collaboration avec le service central de la lutte contre la cybercriminalité sont parvenus sous la supervision du procureur de la République près le tribunal d'El Othmania à démanteler un réseau criminel pour spéculation illicite sur des véhicules de marque Fiat Doblo Panorama.

Le plan du réseau consistait à faire des commandes de véhicules au nom de tierces personnes et à leur insu.

Les investigations diligentes dans le cadre de cette affaire ont révélé que les membres du réseau ont bénéficié de facilitations de la part de certains

employés du service des cartes grises d'une commune voisine.

Ces derniers procédaient à la régularisation et à l'accomplissement de toutes les formalités administratives toujours aux noms d'autrui de sorte que les pièces d'identité de ces personnes étaient utilisées sans leur consentement.

Ce procédé frauduleux a été aussi effectif après que le réseau ait bénéficié selon la même source de complaisances et de facilitations d'employés d'une banque. Dans ce registre, deux véhicules de marque Fiat Doblo Panorama ont été saisis dans le cadre de cette affaire. Les mis en cause seront présentés au tribunal d'El Othmania pour spéculation sur des véhicules, falsification et usage de documents administratifs, usurpation d'identité/ et exercice illégal d'activité.

Incendie dans le parc de Sotraz Trois minibus détruits par les flammes

Un incendie s'est déclaré hier à 03h50 du matin au sein d'un parc de bus de la société Sotraz, dans la commune d'Oran. Le sinistre a touché trois minibus de petit gabarit stationnés à l'intérieur de l'enceinte, provoquant une intervention d'urgence des services de la protection civile. Les équipes

dépêchées sur place ont réussi à maîtriser les flammes et à empêcher la propagation de l'incendie à seize autres bus garés à proximité. Cette opération rapide et coordonnée a permis de contenir les dégâts matériels et surtout d'éviter des pertes humaines, aucune victime n'ayant été signalée. Pour venir à

bout de l'incendie, les services de la protection civile ont mobilisé d'importants moyens logistiques, notamment quatre camions d'intervention contre les incendies ainsi que deux ambulances pour assurer une couverture sanitaire préventive durant l'opération.

J.B.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER
Benmerah Med Amine, 32 ans, Taref
Belmahi Kheïra, 63 ans, Miramar
Trari Sami Loujine, 1 jour, Belgaïd
Bentaïb Samira, 1 jour, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

24 dhou el qîda 1446				
El Fedjr 04h13	Dohr 13h00	Assar 16h49	Maghreb 20h10	Icha 21h44



Mostaganem

Un groupe d'élèves percutés par un véhicule, un mort et 5 blessés

Une élève est décédée et cinq autres ont été blessées à la suite d'un accident de la route survenu dans la commune de Kheireddine, relevant de la wilaya de Mostaganem, a indiqué, mercredi, un communiqué des services de la wilaya.

L'accident s'est produit mardi vers 16h00, à la sortie des élèves du collège "Belaïd Kaddour" situé dans le village d'Ouled El Bachir, commune de Kheireddine.

Une voiture a quitté la

chaussée et a percuté plusieurs élèves, leur causant des blessures à divers degrés de gravité.

Les victimes ont été évacuées vers les urgences médico-chirurgicales par les secours de l'unité principale de la Protection Civile, ainsi que par des citoyens, selon la même source.

Cet accident tragique a entraîné le décès d'une élève et causé des blessures à cinq autres, précise le communiqué.

Le wali de Mostaganem,

M. Ahmed Boudouh, s'est rendu, mardi soir, accompagné des autorités locales civiles et militaires, aux urgences médico-chirurgicales du Centre hospitalo-universitaire de Mostaganem pour s'enquérir de l'état de santé des élèves blessés et des conditions de leur prise en charge.

Ils se sont ensuite rendus au domicile de la famille de la victime décédée pour présenter les condoléances et exprimer leur solidarité avec les proches de l'élève, selon la même source.

Deux passeurs arrêtés

Les services de police de Mostaganem ont réussi à démanteler un réseau criminel spécialisé dans l'organisation d'émigration clandestine par mer, a indiqué, mercredi, un communiqué de la Sûreté de wilaya.

La même source précise que l'opération a été menée suite à l'exploitation d'informations faisant état de deux individus s'apprêtant à planifier une sortie illégale du territoire national, à partir de

l'une des plages de la wilaya de Mostaganem.

Les enquêtes menées par les brigades de la Sûreté urbaine extérieure de Benabdelmalek Ramdane ont permis d'identifier et d'arrêter rapidement les deux suspects, a-t-on fait savoir de même source.

Lors de l'opération, les policiers ont saisi un moteur d'une embarcation de pêche, un canot pneumatique avec tous ses accessoires,

200 litres d'essence conditionnés dans des fûts, ainsi que divers équipements utilisés pour la traversée clandestine, précise le communiqué. Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des deux suspects, qui ont été présentés devant les instances judiciaires territorialement compétentes pour "organisation de sortie illégale du territoire national par voie maritime" ajoute-on de même source.

Sidi Bel Abbès

Examens de fin d'année : la bibliothèque principale ne désemplit pas

La bibliothèque principale de lecture publique "Mohamed El Kebbat" de Sidi Bel Abbès connaît une affluence croissante dans ses différents espaces, notamment de la part des étudiants universitaires et des élèves se préparant à l'examen du baccalauréat, a-t-on constaté. La directrice de la bibliothèque, Ouarda Hakimi, a indiqué que cet établissement culturel s'efforce, à travers ses divers espaces, d'accompagner ses usagers, qui atteignent en moyenne 140 lecteurs par jour.

Elle précise que la bibliothèque offre un cadre propice à une bonne préparation pour les élèves devant passer le baccalauréat, ainsi qu'aux étudiants universitaires qui préparent leurs examens finaux ou travaillent sur leurs mémoires et recherches scientifiques.

La bibliothèque propose également divers services, tels que le prêt de livres en consultation sur place ou à domicile dans différents domaines et spécialités, ainsi qu'un service d'indexation permettant de mieux connaître le contenu des ouvrages et aider ainsi les chercheurs à accéder à un maximum d'informations sur le sujet de leur recherche.

La salle dédiée aux enfants enregistre aussi une forte fréquentation, en particulier grâce aux ateliers et diverses activités culturelles et récréatives qu'offre la bibliothèque dans le cadre de ses services variés à cette catégorie de public.

Cette fréquentation témoigne de l'intérêt croissant de la société pour la culture et le savoir. Cela constitue un indicateur positif du niveau de conscience des citoyens

quant à l'importance de la lecture et de l'apprentissage continu, d'autant plus que les écoles et universités encouragent élèves et étudiants à fréquenter les bibliothèques pour la réalisation de leurs recherches ou pour développer leurs compétences en lecture.

A noter que la bibliothèque principale de lecture publique "Mohamed El Kebbat" accueille régulièrement divers événements culturels, tels que des ateliers, conférences, rencontres avec des auteurs, ainsi que des expositions de livres, ce qui en fait un pôle d'attraction. Elle met également à disposition des espaces confortables, une connexion Internet gratuite, ainsi que des collections variées de livres dans plusieurs langues et disciplines, tout en intégrant les technologies dans ses services.

Chlef

Clin d'œil aux sages-femmes

Abbad Miloud

L'établissement public de la santé de proximité (EPSP) de Ouled Fares a organisé une rencontre des sages-femmes, à l'occasion de la célébration de la journée internationale des sages-femmes qui coïncide chaque année avec la date du 5 mai. Elle avait été reportée, à mardi, pour indisponibilité de certaines d'entre

elles. Elle a été placée, cette année, sous le thème "sages-femmes: indispensables dans chaque crise".

Le directeur par intérim de la santé et la population (DSP) a félicité les sages-femmes, à l'occasion de la célébration de leur journée et aussi pour les efforts qu'elles déploient dans leur travail et a souligné l'importance de ces professionnelles de la santé pour

les mères et les bébés. Il n'a pas omis de remercier la directrice de l'EPSP et ses collaborateurs pour le travail remarquable de la préparation de cette journée. Au menu, figurait une communication animée par le Docteur Radjah, directeur de la clinique "Les orangers", portant sur les cancers chez la femme. Enfin, 48 sages-femmes ont été honorées.

Mascara

De nouveaux projets lancés

Plusieurs projets de développement ont été lancés, mardi, dans trois communes de la wilaya de Mascara. Ces projets visent à améliorer le cadre de vie des habitants et comprennent la réalisation de trois cantines scolaires, l'aménagement et l'entretien de tronçons de routes communales et rurales, ainsi que le renouvellement partiel des réseaux de distribution d'eau potable.

Ces opérations, lancées sous la supervision du wali de Mascara, Fouad Aïssi, dans le cadre de sa visite d'inspection dans les communes de la daïra de Tizi, incluent la construction de trois cantines scolaires dans les zones de "Ouled Merah" et "Ras El Hanout" (commune de Froha), ainsi qu'à "Senaïssa" (commune de Tizi). Ces cantines permettront de fournir 200 repas par jour.

Le wali a insisté sur la nécessité de les livrer avant la prochaine rentrée scolaire.

Il a également donné le coup d'envoi à des projets d'aménagement et d'entretien de 6,8 km de routes communales et rurales dans les communes de Froha et El Gharra. Ces travaux bénéficient d'une enveloppe budgétaire de plus de 60 millions de dinars, dans le cadre du programme de développement social et économique des communes, selon les responsables locaux.

Lors de cette visite, des opérations de renouvellement partiel des réseaux de distribution d'eau potable ont été lancées dans le village de "Senaïssa" (commune de Tizi), ainsi que des travaux d'aménagement urbain dans plusieurs quartiers résidentiels de cette

commune et de la ville d'El Gharra, incluant le revêtement des routes et le pavage des trottoirs.

Par ailleurs, M. Aïssi a mis en service un projet d'extension du réseau de distribution d'eau potable dans la zone rurale de "Mehanine" (commune d'El Gharra).

Le wali a indiqué, en marge de cette visite, que les communes de la daïra de Tizi ont bénéficié d'une enveloppe financière de plus de 370 millions de dinars, dans le cadre du programme de développement social et économique des communes et du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales.

Cette enveloppe permettra de concrétiser 25 projets de développement qui seront réceptionnés au plus tard avant la fin de l'année en cours.

Béchar

Départ du premier groupe de pèlerins

Le premier groupe de pèlerins des régions du sud-ouest du pays a quitté mercredi l'aéroport "Boudghene Benali Lotfi" de Béchar, à destination des Lieux saints de l'islam, en Arabie Saoudite, dans le cadre de la saison Hadj 1446h/2025.

Au nombre de 251, les hadjis, issus des wilayas de Béchar et Béni-Abbès, ont été

salués à leur départ par les autorités locales, leurs proches et les représentants des différents services chargés de l'encadrement de ce premier départ, ont indiqué des responsables locaux du secteur des affaires religieuses et des wakfs. Les hadjis devront rallier directement l'aéroport international de Djeddah, a-t-on précisé. Deux (2) autres

départs totalisant plus de 500 pèlerins, issus également des wilayas de Béchar et Béni-Abbès, sont prévus les 25 et 29 mai courant, à partir du même aéroport de Béchar à destination de Djeddah, ont-ils fait savoir, assurant que toutes les mesures administratives et organisationnelles ont été prises pour le bon déroulement de l'opération.

Bordj Badji Mokhtar

Des équipements solaires au profit de familles nomades

Des équipements solaires ont été distribués au profit de douze (12) familles nomades vivant à travers les zones éparses de la commune de Timiaouine, située à 150 km à l'extrême sud de la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, ont rapporté mercredi les services de la wilaya.

Inscrit dans le cadre des efforts visant la prise en charge des préoccupations des habitants des zones reculées et l'amélioration de leurs conditions de vie, ces équi-

pements destinés pour le pompage de l'eau potable à partir des puits, ont nécessité un montant de 500 millions de dinars, au titre des actions visant à généraliser les énergies propres dans les zones éloignées des réseaux de transport et d'alimentation en électricité, a déclaré à l'APS le directeur de l'administration locale de la wilaya, Arriche Nouredine.

Dans le même sillage, plus de 20 familles nomades dans la même collectivité frontalière ont bénéficié des

aides de solidarité, au titre des actions de solidarité financées par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, dans l'objectif d'assurer la prise en charge de cette catégorie de la population et d'améliorer leurs conditions de vie, a ajouté le même responsable.

Il s'agit de distribution des denrées alimentaires de première nécessité, 20 tentes, 100 couvertures et 20 citernes d'eau, a fait savoir la même source.

Publicité



EL SHARIKA EL DJAZAIRIA
EL OMANIA LIL ASMIDA

AOA Spa
Capital Social : 50 000 000 000 DA,
Registre du commerce : N° 31/00-0110058 B08
Siège social : Hai TAFNA, n°06 rue Benzrida Benaouda –Tour Jasmin – lot n°146, 1er Etage – Oran
Tél/Fax : 041766230

Avis d'Infructuosité

Appel d'Offres National Ouvert

AOA 29-PROC-LAB-2024

« Fourniture de Gaz étalon et gaz vecteur »

El Sharika El Djazairia El Omania Lil Asmida. « A.O.A Spa », porte à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'Offres National Ouvert AOA 29-PROC-LAB-2024, que le dossier d'appel d'offre a été déclaré infructueux par le comité d'ouverture et d'évaluation des offres d'AOA Spa.

EPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILLAYA D'EL BAYADH
DAIRA DE CHELLALA
COMMUNE CHELLALA
NIF 09.84.32.14.5.06.51.27

Correction de l'annonce de l'attribution provisoire

Le Président de l'APC de Commune De Chellala W El-Bayadh lancé informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 005 /2025 Rénovation Du Réseau D ' AEP De La Cite Administrative A Chellala paru dans les journaux :

الجمهوريّة بتاريخ: 2025/03/02 ANEP ° 2531003303
Le quotidien d' oran LE.03/03/2025 ANEP N° 2531003303

L'erreur dans l'annonce de l'attribution provisoire du marché, qui a été annoncée dans le journal:

الجمهوريّة بتاريخ: 2025/04/13 ANEP N° 2531005633
Le quotidien d' oran LE.13/04/2025 ANEP N° 2531005633

- le délai d'exécution est corrigé comme suit : lire, cent dix-neuf (119) jours, au lieu de cent cinq (115) jours, le reste sans changement:

ENTERPRISE	MONTANT	Note techniqu es	Délais d'exécution	Critères de choix
ABBAD ABDELKRIM Enterprise Travaux HYDRAULIQUE NIF : 172200101062162	Avant la correction9.751.693,00.D.A	47/50	cent dix- neuf (119) jours	Moins disant
	Après la correction9.751.693,00D.A			

Le président de la commune de Chellala

ANEP N° 2531007817 Le Quotidien d'Oran 22/05/2025

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية مستغانم - دائرة مستغانم - بلدية مستغانم

رقم التعريف الجبائي : 084127019000150

إعلان عن طلب عروض مفتوح مع اشتراط قدرات دنيا

رقم: 2025/ 06

يعان السيد رئيس المجلس الشعبي البلدي لبلدية مستغانم عن إجراء إعلان عن طلب عروض مفتوح مع اشتراط قدرات دنيا للمشروع التالي

- **إقتناء و تركيب شاشات عملاقة** ،
- شروط الأهلية :
- على كل المؤسسات حائزة على سجل تجاري إلكتروني في الميدان .
- إنجاز مشروع مماثل.
- على المتقدمين تقديم رمز العلامة التجارية في عرضهم .

كل المؤسسات المهتمة بهذا الاعلان مدعوة بسحب دفتر الشروط من الامة العامة لبلدية مستغانم ابتداء من تاريخ أول نشر هذا الإعلان في الجرائد الوطنية.

طبقا لأحكام المادة 67 من القانون رقم 12/23 بتاريخ 2023/08/05 و المرسوم الرئاسي 247/15 المؤرخ في 2015/09/16 المتضمن تنظيم الصفقات العمومية وتنويضات المرافق العام بوضع ملف الترشيح والعرض التقني والعرض المالي في الظرفة منمصلة ومقلفة بإحكام، بين كل منها تسمية المؤسسة ومرجع طلب العروض وموضوعه، وتتضمن عبارة " ملف الترشيح " أو " عرض تقني " أو " عرض مالي "، وتوضع هذه الأظرفة في ظرف آخر مقفل بإحكام ومغفل ويحمل عبارة " لا يفتح إلا من طرف لجنة فتح الأظرفة وتقييم العروض - طلب العروض رقم..... /2025 -

حسب شكل مؤقت أو نهائي من المشاركة في الصفقات العمومية المتعاملون الاقتصاديون المذكورون في المواد 75 و89 من المرسوم الرئاسي 247/15 المؤرخ في 2015/09/16 المتضمن تنظيم الصفقات العمومية وتنويضات المرافق العام.

1 - يتضمن ملف الترشيح ، ما يلي :

- تصريح بالترشيح مملوء، مؤرخ وممضي من طرف المتعهد.
- تصريح بظرافة حسب النموذج الملحق.
- سجل تجاري إلكتروني في الميدان .
- شهادة إيداع الحساب الاجتماعي للموون.
- المراجع المهنية لشبكة عن طريق شهادة حسن التقييم للأشغال المعقدة من طرف المصلحة المتعاقدة .
- القانون الأساسي للشركات .
- شهادة لفترة على الوفاء.
- حصة النشاط المالي للسنوات المالية الثلاثة الأخيرة أو 20 مؤثر من طرف مصلحة الضرائب.
- الوثائق التي تتعلق بالتقويضات التي تسمح للأشخاص بإتمام المؤسسة.
- ملاحظة : الوثائق التبريرية التي يحتويها التصريح بالترشيح تطلب إلا من الحظر عن المصلحة .

2 - يتضمن العرض التقني ما يلي :

- تصريح بالانقلاب مملوء، مؤرخ وممضي من طرف المتعهد.
- دفتر الشروط ممضي ومؤثر على كل صفحة يحتوي في آخر صفحته على العبارة " قرئ وأقبل " من طرف المتعهد بخط اليد .
- تعليمات المتعهدين ممضي ومؤثر يحتوي في آخر صفحته على العبارة " قرئ وأقبل " من طرف المتعهد بخط اليد .
- مذكرة تقنية تبريرية حسب الملحق رقم 05 المحور من طرف المصلحة المتعاقدة .

3 - يتضمن العرض المالي ما يلي :

- رسالة تمهد مملوء، مؤرخ وممضي ومؤثر من طرف المتعهد
- جدول الأعمال بالوحدة مملوء بالحرف والعدد، مؤرخ وممضي ومؤثر من طرف المتعهد
- تحميل كتي وتقديري، مملوء ، مؤرخ وممضي ومؤثر من طرف المتعهد

تحدد أجل تحضير العروض بـ 10 أيام ابتداء من تاريخ أول نشر هذا الإعلان في الجرائد الوطنية، تودع العروض بمقر بلدية مستغانم - بشارع بن يحيى بقلع على الساعة 4إما و00 د

يكون فتح العروض التقنية والمالية بمقر بلدية مستغانم - مكتب الصفقات- في آخر يوم من أجل تحضير العروض على الساعة 4إ ما و 00 د، إذا صانف هذا اليوم عطلة أو يوم راحة فكلوية فإن مدة تحضير العروض تمتد إلى غاية اليوم الموالي.

تحدد أجل صلاحيات العروض بثلاثة أشهر تسلف إليها مدة تحضير العروض 100 يوم ابتداء من تاريخ فتح الأظرفة .

يسهر هذا الإعلان بمثابة دعوة للمتعهدين لحضور جلسة فتح الأظرفة.

مستغانم في:

رئيس المجلس الشعبي البلدي

ANEP N° 2531007811 Le Quotidien d'Oran 22/05/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
DE LA WILAYA DE BECHAR

AVIS D'ATTRIBUTION ET D'INFRACTUOSITE PROVISOIRE

Conformément à l'article 65 du décret présidentiel n° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Bechar informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres National ouvert avec exigence de capacités minimales N°13/DTP/Béchar/2025, lancé dans le cadre du projet:

REALISATION LA BRETELLE RELIANT TAGHIT A LA RN 6B SUR 15 KM AVEC UN OUVRAGE D'ART

Projet :

LOT 01 : REALISATION LA BRETELLE RELIANT TAGHIT A LA RN 6B SUR 15 KM

LOT 02 : REALISATION D'UN OUVRAGE D'ARTAU NIVEAU LA DAIRA DE TAGHIT (ZAOUI TAHTANIA)

Publié dans le quotidien national suivant:

- Qu'à l'issue de l'évaluation des offres techniques et financières, le projet est attribué provisoirement comme suit :

الجمهوريّة 2025/04/10
compétition 10/04/2025

PROJET	Entreprise	NIF	MONTANT PROPOSE EN TTC (DA)	MONTANT APRES CORRECTION EN TTC (DA)	DELAIS	NOTE TECHNIQUE	OBS
LOT 01 : REALISATION LA BRETELLE RELIANT TAGHIT A LA RN 6B SUR 15 KM	SEGHIR EL HADJ	186081100064177	469.911.067.50	469.911.067.50	12 MOIS	80	MOINS DISANT
LOT 02 : REALISATION D'UN OUVRAGE D'ARTAU NIVEAU LA DAIRA DE TAGHIT (ZAOUI TAHTANIA)	DECLARE INFRACTUEUX						Les montants des offres des soumissionnaires dépassent le montant de l'estimation administrative

Les soumissionnaires désirant prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, peuvent se rapprocher de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Bechar, bureau des marchés publics, dans un délai de trois (03) jours à compter de la date de la première publication du présent avis d'attribution. Tout soumissionnaire qui contesterait cet avis peut introduire un recours auprès du comité des marchés de la wilaya de Bechar dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la première publication du présent avis d'attribution.

ANEP N° 2531007800 Le Quotidien d'Oran 22/05/2025



هــيـپـرـوك للنقل البحري
HYPROC SHIPPING COMPANY
AU CAPITAL SOCIAL DE 40.000.000.000 DA

NIF N° : 0 999 3101 03669 77

Tél : 213.41.82.15. 15/16-16 Fax : 213.41.82.18.18

Avis de prorogation de délai

Appel d'Offres International Ouvert N° 02/HYPROC
SC/MO/Procurement/2025 pour la fourniture de cordage au profit de la flotte.

HYPROC Shipping Company SPA, porte à la connaissance de l'ensemble des Sociétés intéressées par l'appel d'Offres International Ouvert N° 02/HYPROC SC/MO/Procurement/2025 pour la fourniture de cordage au profit de la flotte.

Paru sur le BAOSEM n° 2373 le 15/04/2025, الجمهورية le 16/04/2025 et Compétition le 16/04/2025 que la date limite de dépôt des offres, est prorogée au **25/05/2025 à 10H00.**

L'ouverture des offres aura lieu, en séance publique, au siège de l'entreprise d'Oran, le jour même à 10H30 mn.

ANEP N° 2531007812 Le Quotidien d'Oran 22/05/2025

APARTEMENTS

■ Location Bel Appart F5, 150 m², 1^{er} étage, convient bureaux ou habitation, grand boulevard, Oran, étage de villa – F3 avec terrasse Ain ElTurk et vend F5, 130 m², 1^{er} étage, prix intéressant – Ain el Turck – Ag Imo EL BA-HRIA- Te l: 0774.01.89.57

■ Vends F1 csdb (studio) Gambetta + F2 68 m² csdb, 1^{er} étage centre-ville (Clichy) + F3, 5^e étage avec ascenseur rue Michelet + F4, 2^e étage 130 m², rue Khemisti centre-ville – Contactez cabinet immobilier : 0552.58.43.72/ 040.49.81.20

VILLAS

■ Vd villa de 280 m², bâtis 200 m², en R+2, (30% inachevé) à Bouhanak les 400 Mansourah + Tlemcen. Rdc : local de 132 m² + Studio (ch+cuis + hall + sdb + wc), 1^{er} : hall + 04 ch + séjour + 02 cuis, avec terrasse de 64 m² + sdb + wc, 2^{ème} : 03 ch + terrasse 132 m² - Tél : 0783.24.65.50 / 043.21.72.20

DIVERS

■ Location numéro taxi, Oran, Tél : 0794.19.51.18

VEHICULES

■ A vendre camion à benne MANCLA, 15 tonnes, année 2012 -Tél : 0795.76.16.73

EMPLOIS

■ Homme 57 ans, instruit, présentable cherche emploi veilleur de nuit ou travail de jour -Tél : 0777.91.96.62

Office public de l'huissier de justice près la cour d'Oran
Maître ANNABI Walid
49, Rue Zaghoul – Es-Sénia – Oran – Tél : 0770.69.00.75

Avis de vente aux enchères publiques par soumissions cachetées

Il sera procédé le 01 juin 2025, à 09H00, à la vente aux enchères du matériel réformé appartenant à la Société nationale pour la Recherche, la Production, le Transport et la commercialisation des Hydrocarbures – Sonatrach – Direction Complexe GL 22 Division LSH – Activité LQS
Lieu de vente : Hôtel Président 03, Hai El Othmania (Rond-point ENSEP) Oran

Lot N°	Désignation
01	Un lot divers de pièces de rechange Industrielles (Compresseurs et Turbines - Instrumentation et Electricité Vannerie et Robinetterie- Echangeurs- Condenseurs- Joints) Et un lot de briques réfractaires

Conditions de vente :

- 1/ Participation à la vente réservée uniquement aux soumissionnaires munis de l'original du cahier de charges qui peut être retiré de l'office de l'huissier de justice contre la somme de 2.000,00 DA
- 2/ Versement d'un cautionnement de 21% du montant de l'adjudication non remboursable en cas de désistement
- 3/ Vente sans garantie
- 4/ La visite du matériel se fera le s: 28 et 29 Mai 2025. Les soumissionnaires doivent se présenter 72H auparavant pour établir les Accès.

L'huissier de justice
Maître ANNABI WALID

Société Industrielle Privée - Sise à Sidi Bel-Abbes
Recrute dans l'immédiat,

MANAGER Système Qualité :

- Profil : 1)- Ingénieur (toute spécialité), Licence et plus.
2)- Expérience dans le poste souhaité
3)- Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication
4)- Libre de tout engagement.

Avantage : Salaire à débattre

Adressez : Lettre de motivation + cv

A Zone industrielle lot n° 100 Sidi Bel-Abbès.

Ou Mail : tplast_algerie@yahoo.fr

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA
DAIRA DE MASCARA
COMMUNE DE MASCARA

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE D'UN MARCHÉ

Conformément à l'article 46 du Loi n° 23-12 du 05/08 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et Conformément à l'article 65 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'assemblée populaire communale de MASCARA dont l'identification fiscale est 0984290150 41135 informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé, à l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N°: 08/2025 inséré dans les journaux nationaux الجمهورية - le quotidien d'Oran et B.O.M.O.P en date du : 23-04-2025 (première parution) relatif au Projet : Acquisition et installation de deux écrans LED Avec Structure Métallique 08 mètre X04 mètre (32.M2).

Après l'étude et l'analyse des offres par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres le projet a été attribué provisoirement au soumissionnaire :

N°	Désignation de projet	Soumissionnaire et N° du NIF	Montant en TTC	Délai de fourniture et installation	Note de l'offre technique	observation
01	Acquisition et installation de deux écrans LED Avec Structure Métallique 08 mètre X04 mètre (32.M2).	SARL SCREEN STAR 001719009148145	11.424.000,00 DA	(02) deux jours	70/56,99	Le seul qualifié

Les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre ci-dessus indiqué, sont invités à se rapprocher du service des marchés de la commune de Mascara dans un délai de trois (03) jours à compter de la première parution du présent avis afin de consulter les résultats détaillés de l'évaluation des offres techniques et financières.

Tout Soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la Commune dans les dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou B.O.M.O.P, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant et ce conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Et Conformément à l'article 56 du Loi n° 23-12 du 05/08 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics.

Date de la première parution :

Mascara le
Le président de l'Assemblée
Populaire Communale

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA
DAIRA DE MASCARA
COMMUNE DE MASCARA

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE D'UN MARCHÉ

Conformément à l'article 46 du Loi n° 23-12 du 05/08 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et Conformément à l'article 65 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'assemblée populaire communale de MASCARA dont l'identification fiscale est 0984290150 41135 informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé, à l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N°: 09/2025 inséré dans les journaux nationaux الجمهورية - le quotidien d'Oran et B.O.M.O.P en date du : 05-05-2025 (première parution) relatif au Projet : Etude Et Réalisation D'une Passerelle Avenue Bahleul Beldjilali

Après l'étude et l'analyse des offres par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres le projet a été attribué provisoirement au soumissionnaire :

N°	Désignation de projet	Soumissionnaire et N° du NIF	Montant en TTC	Délai	Note de l'offre technique	observation
01	Etude Et Réalisation D'une Passerelle Avenue Bahleul Beldjilali	SARL AGRIMAS 000129066249180	69.879.656,00 DA	06 MOIS	100%	LE SEUL SOUMISSAIONNAIRE

Les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre ci-dessus indiqué, sont invités à se rapprocher du service des marchés de la commune de Mascara dans un délai de trois (03) jours à compter de la première parution du présent avis afin de consulter les résultats détaillés de l'évaluation des offres techniques et financières.

Tout Soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la Commune dans les dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou B.O.M.O.P, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant et ce conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Et Conformément à l'article 56 du Loi n° 23-12 du 05/08 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics.

Date de la première parution :

Mascara le
Le président de l'Assemblée
Populaire Communale

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BECHAR
DAIRA DE KENADSA
COMMUNE DE KENADSA

KENADSA LE:

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositifs de l'article 65 et 82 Décret présidentiel n 15-247 du 2 du el Hidjra 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'assemblée populaire communale de Kénadsa informe les soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre national ouvert publié au journal LE CARREFOUR D'ALGERIE en date du : 24/04/2025 concernant :

AMENAGEMENT DU STADE DE COMMUNAL

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres technique et financière. Le marché est attribué à titre provisoire à :

N°	Délai	Entreprise	Montant	Observation
01	02 moi	BENLABBES ABDESSAMED	39. 500. 860.00 DA	Offre moins disant

Tout soumissionnaires qui conteste le choix opéré par le service contractant dans le cadre de l'avis d'appel d'offre, peut introduire un recours dans dix (10) jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public.

Aussi les soumissionnaires désirant prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres technique et financière sont invités de se rapprocher du service contractant au plus tard de trois (03) jours à compter de la première parution du présent avis d'attribution provisoire du marché.

Le président d'APC

TF1

20.10 HPI



Série policière - France - 2024
Saison 5 - Episode 2/8
Avec Audrey Fleurot, Bruno Sanches, Marie Denarnaud, Bérangère McNeese
Après un nouveau dérapage, Morgane et Karadec s'interroge sur leur relation alors que Léo va connaître son premier jour de crèche. Le duo est sollicité par Gilles pour rejoindre la scène d'un accident de voiture suspect. Le conducteur, qui proposait ses services de covoiturage, s'est soudainement écroulé au volant.

TMC

20.25 Mayday



Film d'action - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2023
Avec Gerard Butler, Mike Colter, Yoson An, Daniella Pineda
Le 31 décembre, le commandant de bord Brodie Torrance embarque à bord du vol au départ de Singapour, qu'il doit amener à bon port à Hongkong, quelques heures plus tard. Il y tient, car sa fille Daniela l'attend de pied ferme un peu plus tard à Honolulu pour célébrer la nouvelle année avec lui.

3

JEUDI

20.05 Cassandra



Série policière - France - 2020
Saison 5 - Episode 4
- Le secret d'Angèle
Avec Gwendoline Hamon, Alexandre Varga, Dominique Pinon
Lors d'un tremblement de terre, le garde du cimetière découvre le corps d'une lycéenne de 17 ans, Angèle. Elle est apparemment décédée d'une fracture de l'occiput. La quasi absence de sang évoque un déplacement post mortem. La jeune fille au dossier solaire chargé, pensionnaire à l'internat Eugène Sue, est probablement décédée une semaine auparavant.

CANAL+ GRAND ÉCRAN

20.04 American Sniper



Film de guerre - Etats-Unis - 2014
Avec Bradley Cooper, Sienna Miller, Luke Grimes, Jake McDorman
Pendant le conflit en Irak, au début des années 2000, Chris Kyle, un des snipers les plus précis de l'armée américaine, se retrouve face à un cas de conscience. Le soldat se remémore son enfance, à Odessa, et se souvient de son père, un homme autoritaire et pieux, qui lui apprend à chasser.

6

20.10 Cauchemar en cuisine



Présenté par Philippe Etchebest
Après 28 années en tant qu'employé en restauration, Alexis a repris l'année dernière un établissement à Thoissey, une commune d'Auvergne-Rhône-Alpes. Si au début, son affaire fonctionnait, au fil des mois, les clients ont déserté les lieux, plongeant aujourd'hui le gérant dans une situation financière très critique.

CINE + FRISSON

19.50 Butcher's Crossing



Western - Etats-Unis - 2022
Avec Nicolas Cage, Fred Hechinger, Jeremy Bobb, Paul Raci
En 1874, Will Andrews, avertit son père, pasteur, par courrier qu'il quitte Harvard et ses études pour se rendre dans le Kansas afin de découvrir l'Ouest sauvage. Il arrive dans la ville de Butcher's Crossing, dont la prospérité s'est bâtie sur la chasse intensive du bison. Sur place, le jeune homme, naïf et enthousiaste, croise vite Miller, un chasseur aguerri qui lui réserve un accueil plutôt glacial.

CANAL+

20.09 The Agency



Série de suspense - Etats-Unis - 2024
Saison 1 - Episode 1/10
Avec Michael Fassbender, Jeffrey Wright, Richard Gere
Martien, un agent de la CIA infiltré de longue date en Ethiopie, doit quitter sa vie sous couverture et mettre fin à sa relation avec Samia pour rentrer au bureau de Londres. Pendant ce temps, Coyote, un de ses collègues est arrêté en état d'ivresse à Minsk, en Biélorussie.

RTL9

19.55 Desperado 2



Film d'action - Etats-Unis - Mexique - 2003
Avec Antonio Banderas, Salma Hayek, Mickey Rourke
El Mariachi, tueur légendaire, vit reclus dans son village mexicain depuis la mort de sa femme Carolina et de sa fille. Jusqu'au jour où Sands, un agent de la CIA déjanté et corrompu, vient lui confier une mission : empêcher Barillo, chef d'un cartel de la drogue, de renverser le président. Ayant un compte à régler avec Marquez, l'un des hommes de main de Barillo, el Mariachi accepte de reprendre les armes.

TF1

20.10 Mask Singer



Saison 7 - Episode 4
Présenté par Camille Combal
Dissimulées sous des déguisements, des célébrités délivrent anonymement des performances scéniques. Dans le rôle des enquêteurs, Kev Adams, Chantal Ladesou, Laurent Ruquier et Elodie Poux tentent de regrouper des indices pour les démasquer. Parmi les dix-neuf concurrents au casting de cette nouvelle saison, figurent notamment des lauréats de prix artistiques prestigieux, des sportifs glorieux...

2

20.10 Capitaine Marleau



Série policière - France - 2022
Saison 4 - Episode 7/16
Avec Alice de Lencquesaing, Corinne Masiero, Robert Bensimon
Féru de reconstitutions de batailles napoléoniennes grandeur nature qu'il organise chaque année, Philippe Wagner est tué lors d'un duel, qui aurait dû se dérouler avec des balles à blanc. Son fils Stan poussait pourtant son père à cesser de participer à ces festivités. Comme à son habitude, il a filmé cette dernière bataille à l'aide d'un drone. La capitaine Marleau est dépêchée sur les lieux pour tenter d'éclaircir les circonstances de l'accident mortel.

CINE + FRISSON

VENREDI

19.50 Spider-Man



Film fantastique - Etats-Unis - 2002
Avec Tobey Maguire, Willem Dafoe, Kirsten Dunst, James Franco
Élevé à New York par son oncle Ben et sa tante May, Peter Parker est un lycéen rêveur, introverti et plutôt solitaire. Amoureux depuis la maternelle de sa jolie voisine, Mary Jane, il compte pour seul ami Harry, le fils de Norman Osborn, un riche industriel.

CINE + PREMIER

19.50 Mad Max : Fury Road



Film d'action - Australie - Etats-Unis - 2015
Avec Tom Hardy, Charlize Theron, Nicholas Hoult, Hugh Keays-Byrne
Dans un monde ravagé, où les humains tentent de survivre dans d'horribles conditions, Max Max, un ancien policier hanté par un lourd passé, estime que le meilleur moyen de survivre est de rester seul. Ce dernier se fait capturer après une poursuite par les soldats d'Immortan Joe, qui règne en tyran sur la région.

6

20.10 Mission Impossible : Rogue Nation



Film d'action - Etats-Unis - 2015
Avec Tom Cruise, Rebecca Ferguson, Jeremy Renner, Sean Harris
Les autorités américaines contestent la légitimité de l'équipe de Mission Impossible et la placent sous l'autorité de la CIA. Pendant ce temps, Ethan Hunt refuse de se rendre et enquête en solo sur le Syndicat, une organisation criminelle clandestine dirigée par un certain Solomon Lane.

ACTION

19.50 Négociateur



Film policier - Etats-Unis - Allemagne - 1998
Avec Samuel Jackson, Kevin Spacey, David Morse, Ron Rifkin
Danny Roman, agent d'élite de Chicago, est un spécialiste des négociations lors de prises d'otages. Mais un jour, cet homme réputé pour son intégrité est mis en cause dans une affaire de détournement de fonds. Pour se donner le temps de démasquer les vrais coupables, il prend en otage son supérieur avant d'exiger que Chris Sabian, un autre négociateur en qui il a toute confiance, soit son interlocuteur.

CANAL+

20.11 Juré n 2



Thriller - Etats-Unis - 2024
Avec Nicholas Hoult, Toni Collette, J.K. Simmons, Kiefer Sutherland
A Savannah, dans l'Etat de Géorgie, se tient le procès de James Michael Sythe, soupçonné d'avoir tué sa petite amie, Kendall Carter, après une altercation violente et alcoolisée dans un bar. Parmi les jurés de ce procès, Justin Kemp, journaliste local, dont la compagne, Allison Crewson, connaît une fin de grossesse difficile et angoissante.

RTL9

19.55 Déjà vu



Thriller - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2006
Avec Denzel Washington, Jim Caviezel, Paula Patton
Lors de la fête de Mardi gras, à La Nouvelle-Orléans, un ferry explose, faisant 500 morts. Doug Carlin, inspecteur de police chevronné, relève des indices sous un pont. La piste le conduit jusqu'à la jeune Claire Kuchever, retrouvée morte juste avant le drame. Séduit par la pugnacité de Doug Carlin, le FBI lui offre l'accès à une machine révolutionnaire qui permet de voir le passé. Il décide de suivre la piste de cette femme.



Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

78^{ème} FESTIVAL DE CANNES

CHRONIQUE D'UNE RESTAURATION DE LUXE ANNONCÉE

Première projection publique de la version restaurée de «Chronique des années de braise», le film fleuve de Mohamed Lakhdar-Hamina qui a obtenu il y a 50 ans la Palme d'or. Explications de Nabil Djedouani réalisateur, chercheur et restaurateur de films.



CANNES :
TEWFIK HAKEM

Ce vendredi 23 mai à 14h45, dans la salle Buñuel du Palais des Festivals, on va enfin pouvoir découvrir, dans la sélection «Ciné-Classics» la fresque de Mohamed Lakhdar-Hamina en version restaurée. Si le doyen des réalisateurs algériens n'a pas pu venir sur la Côte d'Azur pour des raisons de santé, il a délégué ses 3 fils qui ont joué dans le film pour la présentation officielle. Le film sera ensuite distribué en salles le 6 août en France.

Pour comprendre l'enjeu de cette importante entreprise de restauration, nous avons contacté Nabil Djedouani, réalisateur, chercheur, programmeur (notamment pour les Rencontres Cinématographiques de Béjaïa), comédien à ses heures perdues (on le verra dans les prochains films d'Amine Sidi-Boumediene et de Rabah Ameur-Zaimche), et enfin restaurateur de films. Nabil Djedouani est le fondateur des «Archives Numériques du Cinéma Algérien», une plateforme indépendante lancée en 2012 qui vise à préserver et diffuser des œuvres oubliées.

À travers un travail de collecte, numérisation et restauration, il sauvegarde des films, notamment en 8 et 16 mm, et documents d'archives, rendant accessibles des pièces rares via YouTube et Facebook.

Formé à la restauration numérique à l'Institut National de l'Audiovisuel (Paris) et à la FIAF Film Restoration Summer School (Bologne), Nabil Djedouani supervise des projets de numérisation et de restauration tel que «Les Plongeurs du Désert» de Tahar Hanache ou encore «Boualem Zid El Goudam» de Moussa Haddad.

LE QUOTIDIEN D'ORAN : Qui a restauré «Chronique des années de braise» ?

NABIL DEJDOUANI : La restauration a été réalisée en 2018 grâce à un partenariat prestigieux réunissant la George Lucas Family Foundation, The Film Foundation, l'UNESCO, la FEPACI (Fédération Panafricaine des Cinéastes), la cinémathèque de Bologne et le laboratoire l'Immagine Ritrovata. Le projet a été supervisé par Mohamed Lakhdar-Hamina lui-même, ce qui a permis de garantir une fidélité à sa vision originale. Cette restauration a redonné tout son éclat visuel et sonore à cette fresque épique, notamment à travers une remasterisation en haute définition qui sublime les tons ocres du film.

LE QUOTIDIEN D'ORAN : Peut-on dire qu'il s'agit du summum en matière de restauration ?

NABIL DEJDOUANI : Oui. Le travail accompli est remarquable, tant par l'implication d'institutions de renom que par l'usage de technologies de pointe. La qualité d'une restauration dépend de nombreux facteurs : l'état initial des copies, l'accès aux négatifs originaux (souvent dispersés dans plusieurs pays, comme c'est souvent le cas pour les films algériens), et les choix artistiques opérés au cours du processus. Il faut savoir par exemple qu'il existe trois montages différents de Chronique des années de braise. Lakhdar-Hamina a fait le choix de restaurer la version qui fut présentée à Cannes en 1975. Le résultat est impressionnant.

LE QUOTIDIEN D'ORAN : Restaurer un film demande-t-il des moyens colossaux ?

NABIL DEJDOUANI : Restaurer un film est une entreprise exigeante, tant sur le plan financier que technique. Cela nécessite des équipements spécialisés (scanners 4K, logiciels de correction d'image et de son), une expertise pointue en conservation de pellicules, et souvent des partenariats internationaux pour localiser et accéder aux négatifs ou aux meilleures copies disponibles. En Algérie, la situation est d'autant plus complexe que de nombreux négatifs — y compris ceux

de Chronique des années de braise — sont conservés à l'étranger (en France, en Italie, dans l'ex-Yougoslavie). Cela augmente considérablement les coûts et complique les démarches. Par ailleurs, les copies locales sont souvent dans un état dégradé, parfois tronquées ou décolorées. Cela dit, je pense qu'aujourd'hui, l'Algérie a les moyens de se doter d'une structure capable de numériser et de restaurer ses propres films. Il existe des compétences algériennes qui pourraient y contribuer de manière significative. Ce sujet a d'ailleurs été abordé lors des dernières assises du cinéma. Il est désormais temps de concrétiser les recommandations et les pistes évoquées lors de ces discussions.

LE QUOTIDIEN D'ORAN : Quelle lecture faites-vous du film, un demi-siècle après avoir été montré pour la première fois à Cannes ?

NABIL DEJDOUANI : Avec le recul, Chronique des années de braise demeure une œuvre monumentale, aussi bien par son ambition artistique que par sa portée historique. Réalisé en 1975, soit treize ans après l'indépendance, le film retrace l'éveil progressif de la conscience anticoloniale à travers le personnage d'Ahmed, un paysan ordinaire incarnant à la fois les désillusions et la révolte du peuple algérien. Structuré en six chapitres, de 1939 au 1^{er} Novembre 1954, le film montre que la guerre de Libération n'est pas un événement isolé, mais l'aboutissement d'un long processus de dépossession, de souffrances et de résistance. Ce qui frappe, c'est la capacité du film à conjuguer une fresque historique avec une approche intimiste. Ahmed, interprété par le comédien grec Yorgo Voyagis (choix qui fut quelque peu décrié à l'époque), n'est pas un héros idéalisé mais un homme du peuple, confronté à la sécheresse, au typhus, à la guerre mondiale, puis à l'injustice coloniale. Le personnage de Miloud, le «fou», apporte une dimension poétique et symbolique, incarnant à la fois la mémoire populaire et la révolte sous-jacente. Lakhdar-Hamina évite la caricature en montrant les contradictions au sein même du peuple algérien, tout en dénonçant sans détour la brutalité du système colonial. Pour moi, le film prend une dimension encore plus politique avec l'entrée en scène du charismatique «Si Larbi», interprété par Larbi Zekkal, dont le discours donne une véritable assise idéologique à la lutte. Cela dit, en tant que chercheur, je me dois aussi de replacer l'œuvre dans son contexte. Produite avec des moyens considérables par l'ONCIC (Office National pour le Commerce

et l'Industrie Cinématographique), elle s'inscrit dans une période où le cinéma algérien était étroitement lié à l'État et à ses orientations idéologiques. Son financement conséquent a très probablement contribué à freiner d'autres projets. Il est d'ailleurs significatif de noter qu'un film à bien plus petit budget, Omar Gatlato de Merzak Al-louache, a marqué les esprits deux ans plus tard au Festival de Cannes, à la Semaine de la Critique. Ces deux approches — l'une épique, l'autre intimiste — coexistent encore aujourd'hui dans le cinéma algérien : d'un côté, la volonté de raconter la grande Histoire à travers des fresques (comme le projet autour de l'Emir Abdelkader), et de l'autre, un cinéma plus personnel, ancré dans les réalités contemporaines.

LE QUOTIDIEN D'ORAN : Parce que c'est un film-fleuve, très peu de gens ont réellement vu «Chronique des années de braise» jusqu'au bout. Aujourd'hui à l'âge de Tik-Tok, comment donner envie aux nouvelles générations de voir un film qui dure 2H57 ?

NABIL DEJDOUANI : Cela fait partie des questions que je me pose souvent dans le cadre de mon travail avec Les Archives Numériques du Cinéma Algérien : comment faire vivre ce patrimoine au-delà des cercles cinéphiles et des festivals ? Chronique des années de braise est un jalon majeur du cinéma algérien, mais reste méconnu d'une large partie du jeune public, y compris en Algérie, en raison de l'absence de circuits de diffusion et d'éducation cinématographique. Les plateformes comme la mienne, hébergées sur YouTube ou Facebook, tentent de combler ce vide, mais elles ne peuvent se substituer à une véritable politique publique de diffusion des œuvres restaurées. Je me demande aussi comment les jeunes générations perçoivent ce film. Dans un contexte mondialisé, où le cinéma algérien aborde souvent des thèmes liés à la «décolonie noire» ou aux réalités sociales actuelles, Chronique des années de braise peut-il encore toucher la jeunesse ? Sa portée universelle, son humanisme et sa réflexion sur l'oppression lui confèrent une valeur intemporelle, mais cela suppose un travail pédagogique de contextualisation. Enfin, je ne peux m'empêcher de rêver à un projet national de cinémathèque algérienne portant un réel projet d'inventaire, de numérisation et de diffusion de ses fonds, où des films comme celui-là et bien d'autres seraient non seulement restaurés, mais aussi rendus plus facilement accessibles.



CINÉ-QUIZ DZ

Testez vos connaissances sur le cinéma algérien pour estimer vous-même le niveau de votre culture générale- et/ou l'état de votre mémoire vive. Grands films et petits navets mêlés, étoiles d'un soir ou stars inoubliables, metteurs en scènes emblématiques ou problématiques, les primés et les déprimés de Cannes. AUJOURD'HUI : NOTRE PALME DORT.

- 1/Il y a 50 ans, «Chronique des années de braise» remportait la palme d'or au Festival de Cannes. Qui présidait le jury cette année-là ?
- a- Jeanne Moreau (comédienne). - b Martin Scorsese (cinéaste). - c- Tennessee Williams, (écrivain). - d-Carlo Ponti (producteur)
- 2- Trois de ces quatre grands films sortis en 1975 étaient en compétition avec la Palme d'or de Mohamed Lakhdar-Hamina. Éliminez l'intrus. a- L'Enigme de Kaspar Hauser Werner Herzog. b-Alice n'est plus ici de Martin Scorsese. c-Profession reporter de M. Antonioni. d-L'inspecteur Tahar marque un but de Kaddour Brahim Zakaria
- 3- le scénario et les dialogues du film ont été écrits à 6 mains, éliminez les deux mains restantes de l'intrus !
- a-Tewfik Farès, -b-Tahar Ouettar, c- Rachid Boudjedra, d-Mohammed Lakhdar-Hamina
- 4- Quel rôle jouait le génial Nouredine Meziane dit Cheikh Nouredine, dans le film ?
- a/Akli, le forgeron. b/ Saïd le harki. c/ Le Caid. d/ Miloud le poète errant.
- 5- De quel pays est originaire Leila Shenna, la star féminine du film ?
- a- Tunisie. b-Algérie. c-Maroc. d-RASD.

T. H.



QUIZ-RÉPONSES

La combinaison gagnante du jour est la suivante : 1a-2d-3c-4a-5c

LA PHASE DU JOUR

«Il n'y aura pas de fête à l'issue de la protection du film de Mohamed Lakhdar-Hamina, par respect au réalisateur qui n'a pas pu se déplacer et par décence par rapport à ce qui se passe à Ghaza»

Le rappeur et comédien Fianso (Sofiane Zermani), mandaté par la famille Hamina et le ministère de la Culture pour s'occuper de la journée hommage à Mohamed-Lakhdar Hamina.

T. H.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE LOT DES JOIES ET DES PEINES

temps présent se défigure et les repères de la vie courante s'effilochent. Se présente alors l'aléatoire de la vie pour assurer que tout a une fin.

Des êtres proches disparaissent, d'autres arrivent dans un ordre confus pour remodeler ou déstructurer une architecture existentielle et pour laisser vague l'espace entre la vie et la mort. Une sensation profonde prend alors une forme bizarre quand des repères et des souvenirs rivos sont lourdement dérangés.

N'a pas menti celui qui a affirmé que

quand un être disparaît, tout est dépeuplé. La vérité est d'autant plus prenante dans une famille, un quartier ou une ville. On se rend compte que c'est une partie de soi qui a disparu.

L'être humain ne vit pas isolé. Il doit son parcours à l'ameublement que ses proches et ses solides connaissances ont fait de lui. Quand l'un d'eux s'éteint, l'être ressent d'abord son inévitable propre extinction se laissant empoigner par un indéfinissable sentiment de répit, satisfait qu'il a encore du temps à vivre devant lui.

Le poids de la peine et de la désolation sur le dos d'un cortège funéraire lors d'un accompagnement d'un défunt, proche ou ami n'est finalement que l'enterrement d'une partie de soi.